

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

La Notion de bénéfice comptable et la Théorie économique du profit

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le samedi 19 décembre 1942, à 14 heures

PAR

Léonce GUIZARD

Président : M. FRANÇOIS PERROUX, Professeur.

Suffragants { *M. LHOMME, Professeur.*
 { *M. A. MARCHAL, Professeur.*

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1942

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

Nom du Candidat : **GUIZARD.**

Prénom : **Léonce.**

Date de la soutenance :

Numéro d'ordre :

1

GUIZARD (Léonce). — La notion de bénéfice comptable et la théorie économique du profit. — Paris, Jouve et C^{ie}, 1942, in-8°, 156 p.

(Th. de Droit. Paris, 1942, n°).

2

GUIZARD (Léonce). — La notion de bénéfice comptable et la théorie économique du profit. — Paris, Jouve et C^{ie}, 1942, in-8°, 156 p.

(Th. de Droit. Paris, 1942, n°).

3

GUIZARD (Léonce). — La notion de bénéfice comptable et la théorie économique du profit. — Paris, Jouve et C^{ie}, 1942, in-8°, 156 p.

(Th. de Droit. Paris, 1942, n°).

4

GUIZARD (Léonce). — La notion de bénéfice comptable et la théorie économique du profit. — Paris, Jouve et C^{ie}, 1942, in-8°, 156 p.

(Th. de Droit. Paris, 1942, n°).

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551805_0018

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

La Notion de bénéfice comptable et la Théorie économique du profit

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le samedi 19 décembre 1942, à 14 heures

PAR

Léonce GUIZARD

Président : M. FRANÇOIS PERROUX, Professeur.

Suffragants { *M. LHOMME, Professeur.*
 { *M. A. MARCHAL, Professeur.*

PARIS
JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS
15, RUE RACINE, 15

1942

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les Thèses;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*



La Notion de bénéfice comptable et la Théorie économique du profit

INTRODUCTION

La recherche du profit est considérée comme un stimulant de la vie économique. Dans une société capitaliste la plupart des économistes s'accordent pour affirmer qu'on ne travaille que pour le profit. « Le profit est l'essence même de la vie économique. Si le besoin en est le moteur il en est, lui, le démarreur, l'aliment. Sans profit, jusqu'à présent, le moteur économique n'a jamais pu tourner. » Cette affirmation de M. Gascuel (1) nous paraît un peu catégorique. Il reconnaît lui-même, par la suite, que quelques nations — des nations modernes en particulier — ont su, en faisant appel à une mystique, obtenir des résultats surprenants.

Pour M. Henri de Man (2) la thèse qui fait du profit le mobile unique du travail humain « est entachée d'un schématisme trop simpliste pour correspondre à la réalité des faits économiques (3) ».

(1) J. Gascuel, *La crise sociale en France et la question du profit*. Affaires étrangères, 1936, p. 344.

(2) Henri de Man, Profit et rendement. *Revue économique internationale*, 1931, t. 4, p. 473.

(3) *Id.*, p. 474.

Des valeurs scientifiques, artistiques ou littéraires sont sorties de travaux désintéressés. Il est possible d'assigner au labeur humain d'autres buts que la recherche du profit « la joie du travail bien fait, la satisfaction de l'amour-propre professionnel, la considération sociale, le plaisir de créer (1).

Il faut distinguer d'abord les fins du travail humain en général et les résultats cherchés par l'entrepreneur d'industrie, au sens large du mot. C'est pour ce dernier et pour lui seulement qu'il pourra être question de profit matériel. Même en tenant compte de l'évolution du capitalisme moderne, la recherche du gain matériel reste le mobile prépondérant de son travail. Sans doute, M. Henri de Man cite l'exemple d'un milliardaire américain pour qui toute possibilité de gain paraît être indifférente : « Je sais que je ne travaille pas pour l'argent, je n'ai pas le temps d'en jouir. » Quel que soit son but — développement de ses entreprises, augmentation de leur rendement, désir d'exercer consciencieusement sa profession considérée comme une fonction sociale, — le chef d'entreprise essaiera de retirer le profit maximum pour constituer des réserves en vue de parer à une crise éventuelle ou pour augmenter la puissance de production de sa firme. Une industrie rationalisée « remplace les mobiles du capitaliste par des mobiles d'ingénieurs » (2). Le capitaliste intervient néanmoins et surveille la ren-

(1) Henri de Man, réf. cit., p. 475.

(2) Même réf., p. 516.

tabilité de son entreprise. Même dans les pays à régime totalitaire, il resterait à examiner si l'Etat a réussi à substituer entièrement des mystiques à l'appât du gain. Le profit ne serait plus, sans doute, l'essence même de la vie économique » (Gascuel). L'Etat prélève, pour son compte, les excédents de bénéfices. Encore faut-il que le profit réalisé soit suffisant pour que l'entreprise puisse subsister. Nous assistons, en fait, à la disparition d'entreprises trop faibles pour soutenir la lutte, tout comme dans les systèmes d'économie libre.

Notre pays a tendance à s'orienter vers l'économie dirigée. Pourtant, dans son message du 11 juillet 1940, le Maréchal Pétain, Chef de l'Etat, a écrit : « Nous ne renonçons ni au moteur puissant qu'est le profit, ni aux réserves que l'épargne accumule. » La psychologie des masses évolue lentement et Adam Smith faisait déjà remarquer que « ce n'est pas de la bienveillance du marchand de bière et du boulanger que nous attendons notre dîner, mais bien du soin qu'ils apportent à leur intérêt ».

L'étude du profit est inséparable de celle du revenu de l'entreprise. A l'heure actuelle « le développement des sociétés par actions et la confection obligatoire des bilans fournit une source nouvelle de renseignements positifs sur le profit » (1). On pourrait utiliser de même les statistiques de l'impôt sur les bénéfices — bénéfices agricoles, industriels et

(1) F. Perroux, *Le problème du profit*. Paris, 1926.

commerciaux — qui pourraient fournir des indications plus générales puisqu'elles portent sur toutes les entreprises d'une certaine importance, qu'elles affectent ou non la forme sociétaire. Le bénéfice comptable et le bénéfice fiscal permettraient donc, de déterminer le taux des profits et de suivre leurs variations.

Mais une remarque de M. Perroux doit attirer particulièrement notre attention. « Il faut insister sur le caractère artificiel des bilans des sociétés par actions. Les bilans ne sont pas établis sur des bases identiques d'une entreprise à l'autre, bien mieux, pour la même affaire, d'une année à l'autre. » Cette observation date de 1926. Depuis, la législation des sociétés anonymes, en France tout au moins, a assujéti, en 1935, la confection des bilans à des règles plus strictes. Les bilans doivent, chaque année, affecter la même forme pour chaque affaire. D'autre part, les pays au régime totalitaire ont instauré les systèmes d'économie dirigée et ces systèmes tendent à se répandre actuellement. L'intervention de l'Etat en matière économique s'est accentuée depuis la crise de 1928. Il serait intéressant de comparer le bénéfice de l'entreprise tel qu'il ressort dans un système d'économie libre et dans un système d'économie dirigée et d'examiner jusqu'à quel point, dans ce dernier cas, le profit de l'entrepreneur s'identifie au bénéfice de l'entreprise (1).

(1) Nous n'entendons pas par économie dirigée exclusivement les systèmes des pays totalitaires, mais une économie dans laquelle

Des conclusions utiles pourraient en être tirées touchant l'utilisation possible des statistiques en matière de bénéfice et la valeur plus ou moins relative des renseignements qu'elles peuvent nous fournir.

Nous nous bornerons donc à poser brièvement le problème du profit (1). Nous étudierons ensuite la notion de bénéfice au point de vue comptable, l'origine matérielle du bénéfice et sa détermination. Ces deux concepts étant précisés, nous pourrons les comparer et nous demander si le bénéfice comptable est bien la traduction matérielle, le « baromètre » du profit. Nous serons ensuite amenés à étudier la notion de bénéfice et celle de profit dans les systèmes d'économie dirigée. Nous pourrons alors examiner dans quelle mesure l'étude des bilans peut ou pourrait servir à matérialiser la notion abstraite de revenu et celle de profit.

la réglementation est assez étroite. La différence entre économie libre et économie dirigée est assez difficile à établir. « Il n'existe aucune espèce d'interventionnisme qui ne constitue une économie dirigée ». (H. de Man, art. cit.). Cf. *La distinction entre économie libre et économie dirigée*, par Henri de Man, art. cit., p. 492).

(1) Cf. F. Perroux, *Le problème du profit*. Paris, 1926, avec une riche bibliographie.

PREMIÈRE PARTIE

LA THÉORIE ÉCONOMIQUE DU PROFIT

L'observation courante nous permet de constater le phénomène de profit. Une personne engage tout ou partie de son avoir dans une entreprise et son patrimoine se trouve généralement accru ; tout au moins l'investissement des capitaux a été réalisé dans le but de retirer une somme supérieure à la mise. Il existe donc « une notion générale de gains d'affaires ou de bénéfice aux contours imprécis » (1).

A l'étude, le problème du profit peut revêtir diverses formes :

1^o Quel est l'agent économique ou le facteur d'ordre psychologique qui est la base ? Est-ce le capital ? le travail ? et quel travail : celui de l'entrepreneur ou celui de l'ouvrier ? Serait-ce le risque encouru par le capital ou assumé par l'entrepreneur ou, au contraire, tel acte de ce dernier.

2^o Le concept de profit est lié à celui de revenu de

(1) F. Perroux, *Le problème du profit*, réf. cit., p. 9.

l'entreprise (1). Mais « toute notion de revenu implique que l'on établit une différence entre un produit et un coût ou, plus généralement encore, entre un résultat obtenu et des moyens employés... Cette différence peut être exprimée soit en termes de prix (revenu monétaire), soit en termes de satisfaction » (2). La théorie moderne du profit use de la notion de rendement monétaire net d'un capital qu'elle compare à l'intérêt monétaire (Cf. théorie de Wicksell, Keynes...) Ceci nous conduit à l'étude de cette « différence » de ce rendement et de la manière dont il peut être évalué.

3° La notion de profit et de revenu étant précisée, quel est l'agent économique auquel ils doivent revenir normalement : le profit est-il légitime ?

4° Quelles en sont les variations, dans le temps, d'une année à l'autre, dans l'espace, si l'on peut dire, pour une branche de la production, pour les entreprises d'un même pays, pour toutes les entreprises en général.

Von Böhm Bawerk fait remarquer que le problème de l'intérêt est un problème de la valeur (3). Mais l'étude de l'intérêt et celle du profit sont liées. D'après la théorie moderne le produit d'une combi-

(1) Cf. art. de Lindahl sur la notion de revenu dans *Economics essays in honour of Gustav Cassel*.

(2) F. Perroux : Introduction à la théorie de l'évolution économique de J. Schumpeter (Etude critique de 250 pages de la théorie de Schumpeter). Paris. Dalloz, p. 71.

(3) Böhm Bawerk, Histoire critique des théories de l'intérêt et du capital. Paris. Giard et Brière, 1903.

naison nouvelle se scinde en profit et intérêt (1). L'étude du profit nous paraît inséparable de celle de la valeur. Celle-ci permet d'envisager la forme sous laquelle le profit apparaît. L'étude de Von Böhm Bawerk, non pas seulement à propos de l'intérêt, mais plus généralement du revenu de l'entreprise peut nous fournir les éléments nécessaires pour établir la liaison entre ces deux notions.

La théorie se présente alors sous trois formes :

1^o *La forme classique.* — La nature, le travail, le capital donnent naissance à une quantité de biens qui ont une valeur. Il s'agit ici de la valeur normale telle que la conçoivent ces économistes, c'est-à-dire égale au coût de production. Le bénéfice est déterminé par la différence entre deux valeurs, la valeur normale, égale au coût de production et la valeur d'échange déterminée par la loi de l'offre et de la demande (2). La valeur des biens ainsi définie, il serait possible de suivre pour l'établissement du coût de production, la quantité de valeur produite par chacun des facteurs : travail, nature et capital. Par suite, il serait possible de rechercher l'élément qui engendre le revenu de l'entreprise.

2^o *La forme socialiste.* — La valeur des biens est déterminée par le travail nécessaire pour les obtenir. Le travail et lui seul donne naissance à une plus-value. Par suite, celle-ci appartient au travailleur.

(1) Cf. Théorie de l'évolution économique de J. Schumpeter, réf. cit.

(2) Cf. François Perroux, *Cours d'économie politique*, t. 2.

3^o *La forme moderne.* — La théorie subjective de l'utilité marginale permet de considérer le problème du profit sous un aspect nouveau. C'est seulement après la production que la masse des biens se scinde en trois parties : le revenu des propriétaires fonciers, celui des ouvriers et celui des capitalistes. La répartition finale a lieu dans le stade de la formation de la valeur. Cette théorie permet de considérer le profit comme « le produit marginal d'un facteur de la production » (F. Perroux). Plus récemment, d'autres économistes ont établi la distinction entre l'économie statique et l'économie dynamique. Le profit peut alors être défini comme un prix, comme une rente, ou, dans l'économie en évolution, comme le produit d'une combinaison nouvelle (F. Perroux).

CHAPITRE PREMIER

La forme classique.

Suivant l'origine qu'elles assignent au profit, nous pouvons distinguer deux théories :

1^o Le profit rémunération du capital.

2^o Le profit rémunération du travail de l'entrepreneur.

Notre étude ne portant pas uniquement sur le problème du profit, nous n'envisagerons que les principaux économistes.(1).

SECTION I. — *Le profit rémunération du capital.*

Cette théorie a été développée en premier lieu par les économistes classiques anglais. Elle a été reprise plus récemment par des auteurs français ou allemands. L'entrepreneur investit son capital dans son entreprise. Le profit apparaît comme le résultat de cette opération d'investissement.

(1) Cf. l'étude complète de F. Perroux, *Le Problème du profit*.

ADAM SMITH (1). — Adam Smith distingue le profit du salaire de l'entrepreneur. Cette distinction l'oppose donc nettement aux économistes que nous étudierons dans le 2^e chapitre. « Les profits dira-t-on peut-être ne sont autre chose qu'un nom différent donné aux salaires, d'une espèce particulière de travail, le travail d'inspection et de direction. Ils sont cependant d'une nature absolument différente des salaires ; ils se règlent suivant des principes entièrement différents et ne sont nullement en rapport avec la quantité et la nature de ce prétendu travail d'inspection et de direction (2). » Il fait donc une distinction très nette entre profits et salaires, non seulement avec le salaire de l'entrepreneur, mais avec les salaires en général.

Certains auteurs ont prétendu que « Smith désigne par le mot de profit, à la fois l'intérêt du capital, le bénéfice de l'entrepreneur et même le salaire de ce dernier » (3). Il semble évident que cette affirmation est en contradiction avec le texte même de l'auteur. « La différence apparente dans les profits des capitaux, suivant les diverses professions, est en général, une erreur provenant de ce que nous ne distinguons pas toujours ce qui doit être regardé comme le salaire du travail de ce qui doit passer pour profit des capitaux (4). » Par profession,

(1) Adam Smith, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*. Traduction Germain Garnier. Paris, 1859.

(2) Adam Smith, éd. cit., t. I, p. 150.

(3) Adam Smith, éd. cit. Note du traducteur, t. I, p. 199.

(4) Même réf., p. 150, t. I.

Adam Smith entend entreprise. Les capitaux investis dans diverses entreprises donnent lieu à des profits égaux. Si une branche de la production donnait des profits supérieurs aux autres les capitaux se porteraient vers elle, rétablissant ainsi l'équilibre.

En réalité, Adam Smith assigne au revenu une triple origine : le travail, le capital, la terre. « Quiconque subsiste d'un revenu qui lui appartient en propre doit tirer ce revenu ou de son travail, ou d'un capital qui est à lui, ou d'une terre qu'il possède. Le revenu qui procède du travail se nomme salaire. Celui qu'une personne retire d'un capital qu'elle dirige ou qu'elle emploie est appelé profit. Celui qu'en retire une personne qui n'emploie pas elle-même ce capital, mais qui le prête à une autre se nomme intérêt (1). » Le revenu de la terre s'appelle la rente. Il s'agit ici exclusivement des entreprises industrielles ou commerciales.

Il entre dans le profit une prime d'assurance pour le capital. Le capital appartenant à l'entrepreneur, nous pouvons voir là, en germe, la théorie développée par d'autres auteurs qui fait de l'assomption du risque l'origine du profit. Il distingue, à ce sujet, les profits nets des profits bruts. « Le taux le plus bas des profits ordinaires des capitaux doit toujours dépasser un peu ce qu'il faut pour comprendre les pertes accidentelles auxquelles est exposé chaque emploi du capital. Ce surplus constitue seulement, à vrai dire, le profit ou bénéfice net... Ce qu'on

(1) Même réf., t. I, p. 154.

nomme profit brut comprend souvent, non seulement ce surplus mais encore ce qu'on retient pour la compensation de ces pertes extraordinaires (1). »

Comme le fait remarquer M. le Professeur Perroux (2), Adam Smith ne donne pas une idée d'ensemble du profit. Il procède par vues fragmentaires. Il distingue successivement le profit du revenu de l'entreprise (industrielle ou commerciale), de l'intérêt, du salaire de l'entrepreneur et d'une prime pour les risques courus par le capital. De sorte, que M. le Professeur Perroux en arrive à cette équation qui figure bien l'analyse du profit telle que la présente Adam Smith :

« Profit = revenu de l'entreprise — intérêt — salaire de l'entrepreneur — compensation pour les risques courus (3). » Il s'agit du profit net des risques courus par le capital.

Par ailleurs, Adam Smith distingue le profit naturel du profit extraordinaire. Il admet, à un instant donné, un taux naturel des profits. Toute marchandise vendue à ce taux fait apparaître un profit naturel ; au-dessus de ce taux : un profit extraordinaire. Ne pourrions-nous pas rapprocher cette idée de la conception classique de la valeur.

Adam Smith a également entrevu la notion globale de profit. Celui-ci varie « non seulement d'une année à l'autre, mais d'un jour à l'autre » (4). Il

(1) Même réf., t. I, p. 208.

(2) *Le problème du profit*, réf. cit., p. 53.

(3) Même réf.

(4) Même réf.

varie aussi d'une entreprise à l'autre et c'est ainsi que M. Landry (1) distingue le profit individuel du profit collectif et qu'il écarte de son étude le profit momentané, bénéfice réalisé d'une année à l'autre pour s'occuper seulement du profit global, réalisé au cours d'un certain nombre d'années par diverses entreprises.

En résumé, Adam Smith, malgré certaines contradictions apparentes, dégage une notion assez nette du profit. Celui-ci est le revenu réalisé par un entrepreneur qui dirige lui-même son affaire, fait valoir son capital. L'économiste isole ce concept de celui d'intérêt, de salaire, de rente. Il assigne enfin au profit une origine : le capital investi dans l'entreprise. Il règle son accroissement sur celui du capital (2).

D'autre part, M. le Professeur Perroux rattache cette notion de profits naturels et de profits extraordinaires à la croyance de Smith dans un état stationnaire. Les phénomènes naturels : prix, profit, salaire naturel, représentent les tendances profondes d'un ordre normal. Écartés de leur niveau naturel ils ont tendance à y revenir. Cet état stationnaire se rattache au taux des profits ou principalement au niveau des profits minimum fixé par l'étendue du risque. Tout état qui en diffère n'est qu'un accident de la vie économique. L'état stationnaire est réali-

(1) Landry, Le problème du profit. *Rev. d'écon. pol.*, 1908, t. 22, p. 241.

(2) Même réf., p. 150.

sable et il résulte seulement d'une balance de forces à changer. C'est la première notion de l'état statique qui admet l'existence d'un équilibre économique stable. Tout écart de la vie économique par rapport à cet équilibre tend à l'y ramener. L'état d'équilibre économique peut être conçu de deux manières : d'abord comme une activité économique normale, abstraction faite de tous les éléments accidentels, état caractérisé par la répétition des mêmes circuits liés à une quantité constante d'éléments économiques (travail, capital, etc...). C'est la conception d'Adam Smith. On peut aussi le considérer comme un état idéal vers lequel tend le plus grand bien-être de l'humanité.

RICARDO. — Ricardo ne donne aucune définition du profit et il ne fait aucune recherche concernant sa nature et son origine. Il considère uniquement le profit sous sa forme concrète et il l'oppose ainsi aux salaires : « Toute augmentation des salaires entraîne nécessairement une baisse des profits (1). » Cette opposition sera développée par les économistes de l'école socialiste.

Le produit, c'est-à-dire la quantité de marchandises dont un capital donné suscite l'apparition, est égal à la somme du salaire, du profit et de la rente. Le profit s'oppose donc au salaire, puisque le produit est une quantité donnée. La rente ri-

(1) Ricardo, *Principes d'économie politique et de l'impôt. Œuvres complètes*. Trad. fr. Guillaumin. Paris, 1882.

cardienne est indépendante de l'un et de l'autre.

L'examen de cette notion concrète peut d'ailleurs l'amener à envisager plusieurs natures de profits suivant l'entreprise d'où il émane. D'autre part, pour une même entreprise, le profit peut être décomposé en plusieurs éléments. Ainsi, les profits de banque proviennent « de l'intérêt produit par les dépôts publics ou privés, de l'intérêt relevé sur la masse des billets en circulation dont il faut déduire le montant des réserves, de l'allocation qui lui (à la banque) est accordée pour la gestion de la dette publique, des bénéfices qu'elle recueille des opérations de change et de la destruction fortuite des billets » (1). Tous ces revenus constituent le profit brut de la banque. Pour déterminer de profit net il faut déduire de l'ensemble « les frais, le droit de timbre et la taxe sur la propriété ».

Comme Adam Smith, il voit dans le profit le revenu du capital investi dans l'entreprise. « Dans un même pays les profits sont, en général, au même niveau et ne diffèrent qu'en raison de ce que le capital peut être consacré à un emploi plus ou moins sûr ou agréable » (2).

Deux éléments interviennent donc : les risques encourus par le capital et le fait que certains emplois sont plus ou moins agréables (3). Ricardo entend par

(1) Ricardo, Proposition tendant à l'établissement d'une circulation monétaire économique et saine. *Œuvres compl.*, éd. cit., p. 568.

(2) Ed. cit., p. 98.

(3) Ed. cit., p. 95.

là les inconvénients que présentent certaines industries. Comme Smith, il fait intervenir le risque.

Le profit a une limite supérieure fixée par la valeur des produits obtenus sur la terre la moins fertile. La limite supérieure serait atteinte dans le cas où les profits « n'offriront plus à l'entrepreneur un dédommagement suffisant de leur peine et du risque qu'ils courent nécessairement en employant leur capital d'une manière productive » (1).

Le taux des profits tend à baisser d'une manière continue par suite de l'augmentation de la population et de la mise en valeur de terres de moins en moins fertiles. Par contre, le capital augmente et il semble que la somme des profits a tendance elle-même à augmenter.

MALTHUS. — Malthus définit, non pas le profit en général mais les profits du capital. « On appelle généralement profits du capital, la portion du revenu national qui est payée au capitaliste pour l'usage de ses fonds (2). »

Ces profits consistent « dans la différence entre la valeur des avances nécessaires pour créer un produit et celle de ce produit » (3). La valeur des avances est assimilée au coût de production et celle de la chose produite, valeur objective, sera déter-

(1) Ed. cit., p. 95.

(2) Malthus, *Principes d'économie politique*. Trad. fr. par Guillaumin. Paris, 1846, p. 233.

(3) Même réf.

minée par l'offre et la demande et mesurée par le prix du marché.

Il définit les divers profits du capital « profits des fonds, profits de l'industrie, du talent, de l'activité, profits de monopole » (1).

Comme pour Ricardo, le profit est déterminé par la quantité de travail nécessaire pour produire les denrées de première nécessité aux ouvriers, sur des terres ou avec des capitaux qui ne donnent pas de rente. Malthus élimine la rente pour calculer le profit.

La cause de la variation du profit serait l'offre et la demande du produit. Ceci est évident puisque le profit est la différence de deux valeurs dont l'une au moins est déterminée par l'offre et la demande. Si le salaire décroît, le profit atteint un minimum absolu. Mais, pour Malthus, les salaires vont en diminuant par suite de l'accroissement de la population. Par suite les profits ont tendance à baisser. Cette baisse est compensée par le mouvement des capitaux qui se déplacent de la branche de la production qui donne un profit très bas, vers celle qui donne un profit très haut. Les profits baissent alors. Il existe un équilibre théorique qui, en fait, n'est jamais atteint, car le mouvement des capitaux demande un temps d'adaptation. Ainsi, d'après M. le Professeur Perroux, Malthus envisage l'équilibre économique de la même manière qu'Adam Smith (2). Mais, pour lui,

(1) Ed. cit., p. 528.

(2) *Introduction à la théorie de l'évolution économique de J. Schumpeter*, éd. cit.

cet équilibre dépend aussi du taux des salaires. Même si l'on admet un taux des profits rigides, l'équilibre pourra s'établir avec des niveaux de salaires naturels variés. Cet équilibre n'est donc pas mécanique, il dépend d'un agent humain, les variations des salaires étant corrélatives de l'accroissement de la population.

STUARD MILL. — Pour Stuard Mill, le profit représente la rémunération du capital, ou mieux celle de l'abstinence de l'entrepreneur : « Après qu'il (le capitaliste) est indemnisé de ses avances, il lui reste ordinairement un excédent qui est son profit, le revenu net qu'il tire de son capital, revenu qu'il peut dépenser en objets de nécessité ou en plaisirs, ou épargner de manière à l'ajouter à la richesse qu'il possède déjà (1). » Il nous donne donc du profit une notion concrète : celle « d'un excédent qu'il peut dépenser ». C'est ce qui reste lorsque le capitaliste a déduit du capital nouveau le capital engagé.

Il envisage l'emploi du profit. Il peut être laissé dans l'entreprise pour augmenter le capital, ou prélevé. Le profit pourrait être confondu avec le salaire de l'entrepreneur ou avec les intérêts du capital. Mais profits, salaires et intérêt ont une origine distincte. « De même que le salaire de l'ouvrier est la rémunération de son travail, les profits du capitaliste sont à proprement parler... la rémunération de

(1) J. S. Mill, *Principes d'économie politique*. Trad. fr. Guillaumin. Paris, 1873.

son abstinence (1). » Le profit est donc la rémunération du capital que l'entrepreneur a su conserver et accroître.

J. S. Mill distingue dans le revenu de l'entreprise quatre éléments :

1^o l'intérêt. Pour mieux définir cet intérêt il se place dans l'hypothèse de l'entrepreneur qui emprunte les fonds qui lui sont nécessaires ;

2^o la rémunération des risques, nous voyons encore les risques apparaître, comme chez A. Smith. Mais ici ils sont distincts du profit ;

3^o le salaire de l'entrepreneur qui doit être indemnisé pour le temps et le travail consacré à l'entreprise ;

4^o une prime pour l'habileté de l'entrepreneur.

Seuls, les deux derniers éléments constitueraient le profit. Remarquons que le profit est défini tout d'abord comme le produit du capital et rattaché ensuite à l'habileté de l'entrepreneur. Celle-ci est considérée comme une rente. C'est là une notion nouvelle et originale celle de la « rente absolue » ou « de rareté » (2).

En dernier lieu, J. S. Mill assigne au profit une autre origine : « la cause du profit est que le travail produit plus qu'il n'est nécessaire pour son entretien » (3). Cette idée sera reprise par les écono-

(1) Ed. cit., p. 67.

(2) F. Perroux, *Le problème du profit*, éd. cit., p. 99.

(3) Ed. cit., p. 479.

mistes socialistes qui considéreront le travail comme la cause unique du profit.

Le taux des profits varie selon « the effective desire of accumulation ». Il dépend donc d'un élément humain, psychologique. Par ailleurs il décrit l'état statique qui succédera un jour à l'état progressif. Cet état stationnaire est représenté comme l'aboutissement fatal, mais très lointain de la vie économique. A l'origine des facteurs qui détermineront l'évolution vers cet état économique, se trouve le taux des profits (1).

SECTION II. — *Le profit rémunération de l'activité de l'entrepreneur.*

Le développement de la grande industrie a mis en lumière le rôle essentiel de l'entrepreneur. Il assure la direction de l'affaire, ou tout au moins il établit la liaison entre les diverses directions : technique, administrative, financière. Il prend en dernier ressort toutes les décisions importantes décisions qui sont quelquefois pour l'entreprise d'une importance vitale. Si le capital est perdu dans des spéculations malheureuses il peut être mis en faillite et les lois sur la faillite étaient il n'y a pas longtemps encore, très dures pour le commerçant. De là l'identification possible entre l'entreprise et l'entrepreneur : « l'entrepreneur personnalise l'entreprise,

(1) F. Perroux, *Introduction...*, éd. cit.

c'est-à-dire lui confère une unité organique qui est la condition de la vie » (1). C'est ainsi que beaucoup d'auteurs n'ont pas hésité à attribuer à l'entrepreneur les profits, rémunération pour son travail de direction, de surveillance, pour son travail d'initiative. C'est parce que l'entrepreneur possède certaines qualités, qu'il remplit consciencieusement son rôle, qu'un profit apparaît.

Si l'on envisage une affaire conduite par un entrepreneur moyen, qui rapporterait seulement l'intérêt du capital investi, et une autre ayant à sa tête un homme mieux doué, le profit constituerait une sorte de rente différentielle au profit de ce dernier.

Toutefois, cette conception s'est atténuée par suite du développement des sociétés par actions où l'actionnaire, le « sleeping partner », souvent anonyme, recueille sous la forme de dividende un gain variable qui ne saurait être un intérêt et qui ressemble fort à un profit. Sans doute, à la tête des sociétés anonymes se trouvent un administrateur adjoint et un conseil d'administration (2) qui possédaient un certain nombre d'actions. Mais membres du conseil d'administration et administrateur adjoint ne percevaient souvent, sous forme de dividende tantièmes et jetons de présence qu'une partie du bénéfice relativement faible à l'égard des sommes distribuées aux porteurs de parts et aux actionnaires détenant des

(1) F. Perroux, *Le problème du profit*, p. 123.

(2) Nous considérons les Sociétés anonymes avant la réforme de 1940.

titres nominatifs, masse anonyme pour qui l'achat d'une action n'était qu'une spéculation.

De plus, certaines entreprises, bénéficiaient de la part de l'Etat d'une situation de monopole. D'autres vivaient sur le renom que leur assurait un passé brillant dans le monde des affaires. Cette théorie a beaucoup perdu de sa force depuis l'accroissement du nombre des sociétés anonymes.

Le rôle de l'entrepreneur a pu être envisagé à quatre points de vue différents (1) :

1^o L'entrepreneur organise la production.

2^o Il essaye d'accroître le profit en réduisant le coût de production.

3^o Il assume les risques de l'entreprise.

4^o Il prévoit la satisfaction des besoins sociaux.

Nous ne retiendrons pas le quatrième point car la théorie de la satisfaction des besoins sociaux est basée sur les travaux de l'école autrichienne. Nous l'examinerons donc en même temps que les travaux de cette école ayant trait au profit.

I. — *Travail de direction et d'organisation de l'entrepreneur.*

J.-B. SAY. — Jean-Baptiste Say semble confondre le profit et le revenu : « la totalité des profits que fait un producteur dans le cours d'une année compose son revenu et la totalité des profits dans une

(1) Cf. F. Perroux, *Le problème du profit*, p. 119 et suiv.

nation le revenu national » (1). Il distingue diverses sortes de profits : profits industriels, profits territoriaux, profits de capitaux. Mais, lorsqu'il analyse les profits industriels, il sépare les profits de l'industriel de ceux du capital (2). Il leur assigne une seule origine : l'activité de l'entrepreneur : « dans tous les cas, que le capital soit emprunté ou non, le profit qui résulte du service qu'on en retire est gagné par l'entrepreneur puisqu'il a pris à son compte toute les chances bonnes ou mauvaises de la production » (3).

Ces deux notions ont une source commune, mais elles ne doivent pas être confondues : on peut même arriver à calculer le profit en comparant la somme moyenne du revenu réalisé dans deux entreprises semblables avec la différence moyenne de ces mêmes revenus. J.-B. Say donne comme exemple deux maisons de commerce au capital, chacune de 100.000 fr. La première réalise un bénéfice de 24.000 fr. et la deuxième de 6.000 fr.

Différence : 24.000 — 6.000 = 18.000 fr.

Demi-différence = 9.000 fr.

Moyenne arithmétique =

$$\frac{24.000 + 6.000}{2} = 15.000 \text{ fr.}$$

Moyenne arithmétique — 1/2 différence =
15.000 — 9.000 = 6.000 fr. = profit du capital.

(1) *Traité d'écon. pol.* Paris, Guillaumin, 1862, p. 362.

(2) *Epitome des principaux termes d'Econ. pol. Œuvres compl.* Guillaumin, 1862.

(3) *Traité d'Econ. pol.*, p. 362.

Cette longue suite de calculs est assez curieuse puisque la moyenne arithmétique de deux nombres diminuée de leur demi-différence est égale au plus petit nombre : $\frac{a + b}{2} - \frac{a - b}{2} = b$.

Say considère donc le profit, l'intérêt et le revenu sous leur forme concrète.

Il signale une tendance à l'égalisation des profits dans le temps. Les profits des capitaux baissent à mesure que ceux-ci deviennent plus abondants. Mais l'épargne diminue si elle ne trouve pas un emploi suffisamment rémunérateur pour les sommes soustraites à la consommation. Par suite, les capitaux diminuent entraînant une nouvelle hausse des profits. Cette idée doit être liée, comme pour les économistes déjà étudiés de l'école classique anglaise, à la croyance dans l'état de statique économique.

Les profits sont inégaux suivant le temps et les lieux. Cette inégalité ne provient pas toujours du risque mais de la répugnance qu'éprouvent certaines personnes pour aller habiter la campagne, l'étranger, un pays au climat inhospitalier. Le talent de l'entrepreneur peut influencer sur le rendement de l'entreprise. Les profits peuvent avoir d'autres sources : risque, situation de monopole (climat, emplacement...). Mais, en dernière analyse c'est l'entrepreneur qui a su créer la firme, lui donner cette situation de monopole. C'est donc son travail ou ses talents qui sont à l'origine des profits.

G. VALOIS (1). — G. Valois n'est pas un économiste au sens strict du mot, mais un industriel et un homme politique. Il s'attache essentiellement à justifier le profit. Peut-être pourrions-nous remarquer à propos de cette étude que la répartition des revenus ressort de l'éthique autant que de l'économie. G. Valois critique la théorie marxiste de la plus value : « ce que Marx nomme plus value c'est rigoureusement l'œuvre du chef d'entreprise » (2). Par suite, la plus grande partie du profit ne va pas au capital, mais au chef. Cette répartition lui paraît seule conforme à la justice : « Les profits sont la rémunération de sa capacité de travail, ce qui est légitime. »

PIERSON. — Pour Pierson la rémunération de l'entrepreneur est un salaire « si nous employons ce terme au sens large » (3). Cette rémunération c'est autre que le profit. « Le profit est la rémunération de ce travail, le salaire reçu par l'entrepreneur pour les efforts et l'anxiété (4). » On peut objecter que les actionnaires des sociétés anonymes, qui reçoivent une part des bénéfices, ne prennent souvent aucune part effective à la gestion de l'affaire. Mais, d'après Pierson, les profits des sociétés ano-

(1) Valois, *L'économie nouvelle*. Nouvelle librairie nationale. Paris, 1919, p. 114.

(2) Même réf.

(3) Pierson, *Traité d'économie politique*. Traduit du hollandais. Paris, Giard et Brière, 1916, p. 278.

(4) Ed. cit., p. 278.

nymes représentent la somme disponible pour les dividendes, moins l'intérêt du capital, plus tout ce que gagnent les directeurs et administrateurs. Il distinguent donc le dividende de l'intérêt du capital.

Tout entrepreneur a intérêt à s'occuper lui-même de son affaire. S'il met à sa tête un salarié, le profit est insignifiant, à peine égal à l'intérêt. Cette opinion se trouve en contradiction avec celle de M. Henri de Man qui considère que la plupart des affaires sont actuellement gérées par des salariés et qu'elles fonctionnent aussi bien que si l'entrepreneur, propriétaire des capitaux était à la tête (1). On a pu voir, à la tête d'un grand magasin très renommé, une personne beaucoup trop âgée pour prendre toutes les décisions qui s'imposaient. Le magasin, en période de prospérité, n'en continuait pas moins à donner des profits importants.

Les variations des profits sont fonction de l'offre et de la demande d'entrepreneurs. L'offre elle-même est liée au chiffre de la population, à l'accroissement du bien-être, au développement possible du commerce extérieur du pays envisagé. La demande est réglée par la rémunération moyenne de l'entrepreneur. Il existe un taux minimum, fixé par le revenu qu'un petit patron ou un petit boutiquier serait susceptible de recevoir s'il était salarié. Pierson fait donc du profit une rente différentielle, « une rente de capacité ».

(1) Henri de Man, *Rev. int. d'Econ. pol.*, art. cit.

II. — *L'assomption des risques.*

Les auteurs qui ont placé à l'origine du profit les risques assumés par l'entrepreneur sont en majorité de langue allemande : d'ailleurs, certains auteurs comme Leroy Beaulieu dénomment cette théorie « la théorie allemande ».

THUNEN (1). — Thünen distingue dans le profit le gain de l'entreprise et la rémunération de l'industrie. Le gain de l'entrepreneur est ce qui reste du revenu quand on a retranché les intérêts du capital, la prime d'assurance contre les risques et les gages du directeur. Tous les risques ne peuvent pas être couverts par une assurance et l'entrepreneur en conserve une partie très importante à sa charge, une baisse subite des cours des produits pouvant amener la perte partielle ou totale du capital. Sans doute, il bénéficie aussi des hausses des cours qui viennent accroître son avoir. Mais cet accroissement au point de vue psychologique, n'est pas comparable avec la diminution de bien-être résultant de la perte. Le recrutement des entrepreneurs est donc lié aux chances de gain et de perte. Le travail de l'entrepreneur est plus productif que celui de n'importe quel salarié en raison des risques qu'il assume et de ses soucis dans les périodes difficiles.

(1) Cf. F. Perroux, *Le problème du profit*, éd. cit., p. 188 et suiv. ; M. Porte, *Entrepreneurs et profits industriels*. Thèse Grenoble, 1902, p. 88 et suiv.

On a fait remarquer, à l'encontre de cette théorie, que si l'on base le profit sur le risque on ne lui donne pas une origine très précise. L'évaluation du risque encouru est impossible. Malgré le développement de l'assurance (assurance crédit) jusqu'ici le montant de la prime de cette assurance ne peut être calculé. Des sociétés qui ont constitué des réserves ne sauraient se considérer comme prémunies contre toute faillite possible.

VON MANGOLDT. — Von Mangoldt fait du risque de l'entrepreneur le critérium de l'entreprise. Il décompose le revenu en trois éléments :

1^o Un salaire et un intérêt.

2^o Une rente d'entreprise qui consiste en une prime de rareté : rareté de capitaux et rareté des capacités personnelles.

3^o Une prime pour le risque. Cette prime est considérée comme un gain positif et non comme un simple amortissement. Un spéculateur, un joueur assument aussi des risques. Mais, seul dans le monde économique, l'entrepreneur encourt un risque productif. Son activité économique est incertaine.

En réalité, le risque est une alternative. Mais s'il se résoud selon les prévisions de l'entrepreneur, il n'est pas productif. Ce qui produit c'est le fait que la demande a été prévue. « La réussite de la production est liée, non pas au risque, mais au risque surmonté ou évité, en tous cas neutralisé » (F. Perroux). D'autre part cette théorie explique mal que

les ententes industrielles soient arrivées à limiter les risques de la production ou même à les éliminer définitivement et que leurs profits s'en soient trouvés accrus.

III. — *La réduction du coût de production.*

LEROY BEAULIEU. — Leroy Beaulieu estime que la théorie du profit n'a pu être édifiée jusqu'à présent. « La vraie théorie du profit reste encore à faire (1). »

Il rappelle la haute fonction de l'entrepreneur d'industrie. Cette fonction est de toutes la plus élevée : il a la responsabilité totale et définitive de la production. Cette conception l'amène à critiquer la théorie anglaise et la théorie allemande du profit. C'est confondre le profit avec l'intérêt que d'en faire la rémunération du capital. L'intérêt du capital est égal à un même moment. Le profit de l'entrepreneur, au contraire, est éminemment variable, dans un même temps, dans un même lieu, dans une même industrie.

Il distingue trois éléments :

1^o la rémunération de l'entrepreneur pour sa peine ;

2^o les risques ;

3^o le désagrément physique ou moral de certaines industries.

(1) Leroy Beaulieu, *Traité théorique et pratique d'économie politique*. Paris, Alcan, 1905, p. 200.

Mais il y a dans le profit autre chose que l'intérêt du capital engagé, la prime contre les risques et l'indemnité de direction ou rémunération de la part prise par l'entrepreneur.

Ces bénéfices exceptionnels sont le résultat :

1^o de la diminution du prix de revient par rapport aux industries du même ordre.

2^o à prix de revient égal d'une meilleure qualité des produits.

Dans le premier cas, la différence entre le prix de vente et le prix de revient est plus élevée. Dans le deuxième cas, la clientèle s'accroît et si le bénéfice par unité reste le même le bénéfice global est augmenté.

Ces bénéfices ne sont pas acquis aux dépens de la société. Au contraire, la société bénéficie de la diminution du prix de revient qui assure une diffusion plus large du produit dans les masses. Si les bénéfices de certains entrepreneurs paraissent, quant à leur chiffre, très élevés, le pourcentage par rapport au gain réalisé par la société est faible « les bénéfices exceptionnels de certains entrepreneurs, sont une très légère prime au moyen de laquelle la société obtient un gain énorme et permanent » (1). Mais le profit diminuerait si « la vigilance, l'esprit d'invention et de combinaison cessent de défendre l'entreprise » (2).

(1) Même réf., p. 200.

(2) Même réf.

Le taux des profits moyens de l'entrepreneur dans un pays de vieille civilisation a tendance à baisser. Il assigne pour cause à cette baisse :

1^o la baisse du taux de l'intérêt qui amène les oisifs et les capitalistes à placer leurs fonds dans l'industrie ;

2^o les progrès de la civilisation qui augmentent la considération dont jouissent les industriels et les commerçants et accroissent leur nombre. De plus, par suite de la diffusion de l'instruction dans la masse, le nombre de personnes susceptibles de devenir commerçants est de plus en plus élevé ;

3^o la diminution des risques de l'entreprise.

Il semble que Leroy Beaulieu étudie simultanément le profit sous deux formes :

— la forme concrète : différence entre le prix de vente et le prix de revient. Le profit augmente si le prix de revient diminue, à la condition toutefois que les biens produits soient utiles et qu'ils puissent être écoulés.

— la forme abstraite : dans ce cas on peut lier le profit aux risques, aux désagréments de certaines industries, à la peine de l'entrepreneur. C'est alors « un revenu personnel, d'origine et de valeur humaine » (1) qui peut apparaître comme la rémunération des qualités d'organisation du chef d'entreprise.

(1) F. Perroux, *Le problème du profit*, p. 170.

Il en est de même pour tous les économistes de l'école classique qui ont défini le profit :

— soit comme la différence de deux valeurs : la valeur des avances nécessaires pour obtenir un produit et la valeur de ce produit.

— soit comme la différence entre le revenu de l'entreprise et le salaire ou l'intérêt ;

— soit comme la rémunération de l'entrepreneur ou celle du capital.

1^o Nous avons déjà précisé le sens du mot valeur tel que l'entendent les classiques. (Deux notions de valeurs : valeur normale égale au coût de production et valeur du marché établie par le rapport entre l'offre et la demande.) La théorie de la valeur marginale nous démontre que la valeur est une notion subjective et non objective. Von Böhm Bawerk fait remarquer qu'on produit des formes, des aspects, des combinaisons nouvelles des choses, des biens, on ne produit pas des valeurs (1).

La valeur des biens produits dépend de l'appréciation de l'acheteur éventuel, du consommateur, par conséquent de l'utilité que ces biens présentent pour lui. Donc, la valeur n'est pas mesurable et il est impossible d'établir la différence, quantitativement, entre deux valeurs.

2^o Reprenant les observations de M. le Professeur F. Perroux (2), remarquons que le revenu con-

(1) *Histoire critique des théories de l'intérêt et du capital*, éd. cit., p. 180 et suiv.

(2) *Introduction à la théorie de l'évolution économique de Schumpeter*, éd. cit., p. 30 et suiv.

cret de l'entreprise peut être comparé au salaire concret (revenu du louage). La déduction de l'intérêt du capital sera plus difficile : compte tenu de l'insécurité du placement, à quel taux cet intérêt doit-il être calculé ? Le taux variera avec chaque entreprise et ne pourra être comparé avec le taux courant qui suppose un placement à peu près sûr.

Si l'on entend par salaire et intérêt les revenus abstraits des facteurs travail et capital, on peut dire que le profit concret — revenu concret — contient les revenus abstraits salaire et intérêt. Si l'on désigne par salaire et intérêt des revenus abstraits, il est impossible de ramener le revenu de l'entreprise ni à l'un d'eux, ni à leur somme.

3^o En général, la théorie classique a distingué le profit du salaire et de l'intérêt parce que le profit représente la rémunération du capital (celle de l'entrepreneur est alors comprise dans les salaires). Mais ces divers éléments, dans la production, sont inséparables. Poser le problème sous cette forme, c'est reporter l'explication à la production des biens : c'est parce que le capital a été engagé, ou que l'entrepreneur a été vigilant, ou qu'il a su « neutraliser » (F. Perroux) les risques que le revenu brut de l'entreprise dépasse le coût de production.

La démonstration complète supposerait, pour le capital, par exemple :

- que le capital produit des biens économiques ;
- que ces biens économiques font apparaître une plus value ;

— que cette plus value est imputable au capital à l'exclusion d'autres facteurs.

1^o Le capital ne produit pas toujours des biens économiques. Il suffit d'examiner les statistiques des techniciens de la publicité pour se rendre compte que beaucoup d'affaires aboutissent à la création d'un produit, d'un article qui ne « prend » pas, parce qu'il ne présente aucun intérêt pour le consommateur. Nous ne nous arrêterons pas au cas envisagé par M. Porte, celui d'une usine qui produirait un bien libre — en l'espèce de l'air — pour nous en tenir aux circonstances normales de l'économie moderne.

2^o Les biens économiques ne font pas apparaître nécessairement une plus value. Certains biens, même utiles doivent être soldés, parce qu'ils existent en trop grande quantité ou vendus à perte car leur prix de revient est trop élevé. La plus value dépend de l'utilité que ces biens présentent pour le consommateur. C'est celui-ci qui, en dernière analyse, détermine la valeur des biens produits.

3^o En supposant qu'une plus value apparaisse, est-elle imputable uniquement au capital ? Sans doute, il est difficile d'imaginer une entreprise sans capital. Mais d'autres éléments interviennent dans la production : facteurs d'ordre naturel : travail, nature, d'ordre psychologique, ou d'ordre économique, situation de monopole. Le capital, seul est stérile. « Le fait que l'emploi du capital est régulièrement suivi d'un excédent de valeur, prouve-t-il

complètement que le capital possède une force créatrice de valeur » (1).

Il en serait de même pour les autres éléments de la production. L'entrepreneur ne produit pas nécessairement des biens utiles et, pour produire, il doit posséder un certain capital. Sans doute, la théorie de l'imputation conduit à la notion de revenu abstrait d'un agent économique (2). Mais cette théorie, si on se place dans un système capitaliste ne peut faire abstraction du marché. Si on la considère comme un événement réel, elle peut déterminer la part des moyens de production dans le prix d'offre de l'entrepreneur. Ce prix d'offre concourt à la formation du prix du marché, mais on doit tenir compte des évaluations du consommateur, sauf si l'entrepreneur bénéficie d'une situation de monopole. Pour déterminer la part de chacun des facteurs de la production l'entrepreneur ne peut se baser que sur l'expérience antérieure et corriger ses calculs d'après les éléments présents (Problème de la détermination du prix de revient dans une entreprise industrielle) (3).

La masse des biens se scinde peu à peu en trois parties : revenu des propriétaires fonciers, revenu de l'ouvrier, revenu du capitaliste, ou profit concret. Mais cette répartition finale dépend uniquement de la valeur d'échange des biens produits ; elle est « dans le stade de la formation de la valeur » (4).

(1) Böhm Bawerk, *op. cit.*, p. 168.

(2) F. Perroux, *Introduction à la théorie...*, éd. cit.

(3) F. Perroux, *Cours d'économie politique*, t. II.

(4) Böhm Bawerk, *op. cit.*, p. 180 et suiv.

CHAPITRE II

La forme socialiste.

Les socialistes se sont attachés à identifier la valeur des biens produits au travail nécessaire pour leur production. Ces biens appartiennent au travailleur et le capitaliste commet un vol en s'appropriant le profit, considéré comme une partie de la plus-value. Cette théorie, présentée sous une forme plus ou moins scientifique, a donné naissance à toute la littérature que l'on connaît et a été utilisée à des fins politiques.

SECTION I. — *Karl Marx.*

Karl Marx définit d'abord, non le profit qui apparaît seulement dans le système capitaliste, mais la plus-value : « La plus-value est un excédent de la valeur de la marchandise sur le prix de revient... » En cette qualité de rejeton du capital total avancé, la plus-value prend la forme du profit. Une somme de valeurs est donc capital parce qu'elle est placée pour produire un profit (1). »

(1) Karl Marx, *Le capital*. Trad. fr. Costes. Paris, 1927, t. IX, p. 67.

En résumé, dans le système capitaliste :

Plus-value = Profit = valeur de la marchandise
— prix de revient.

Capital = somme de valeurs placées pour produire un profit.

Il importe d'abord de définir la valeur telle que l'entend Karl Marx.

D'après Karl Marx pour que deux marchandises soient échangées, il faut qu'elles présentent une équivalence. Cette équivalence ne peut provenir de l'ensemble de leurs propriétés naturelles, ni de leur valeur d'usage. Elle résulte donc du travail humain qui y est incorporé, « coagulé ».

Sa théorie est insuffisante :

1^o Beaucoup de biens ne sont pas estimés d'après la quantité de travail qu'ils ont demandé pour les produire (biens non reproductibles).

2^o Dans les propriétés urbaines, la rente donne au sol une plus-value qui ne demande aucun travail.

3^o La valeur d'un bien reproductible varie sans que la quantité de travail nécessaire à leur production soit modifiée (cours des marchandises sur le marché).

4^o La production de certains biens est liée à un agent naturel (terroir pour le vin).

Karl Marx considère que l'échange de deux marchandises se fait lorsqu'elles sont égales. A. échange $2x$ avec B. qui lui remet $3y$. Donc $2x = 3y$. En réalité, l'échange résulte d'un déséquilibre. Si A

échange $2x$ contre $3y$ c'est qu'il préfère $3y$ à $2x$ et de même B préfère $2x$ à $3y$.

Il considère la valeur d'échange objective exclusivement et non la valeur d'échange subjective. Or, la valeur d'échange est subjective. Il écarte la valeur d'usage.

D'autre part, d'autres caractères communs à deux marchandises peuvent motiver l'échange. Considérons par exemple le blé et la viande :

- ils proviennent d'éléments naturels,
- ils sont obtenus à l'aide d'un certain capital,
- ce ne sont pas des biens libres comme l'air ou l'eau.

Ainsi, l'expérience remet en valeur le capital éliminé par Karl Marx. Si A et B font le même travail et s'ils possèdent le même outillage, la marchandise aura une valeur égale. Par contre, si l'outillage diffère, la valeur des biens produits sera différente (usine moderne et métier à tisser de l'Indou). Karl Marx élude la difficulté par une formule vague « dans les conditions sociales et normales de la production ». En dernier lieu, il confond le travail simple et le travail complexe : le travail d'un sculpteur de talent et celui d'un tailleur de pierre.

En résumé, Karl Marx a considéré la valeur d'échange objective qui n'est pas définissable (1).

(1) Nous nous sommes attachés, d'après M. le Professeur Perroux, à exposer la théorie de la valeur d'après Karl Marx, car elle est à la base de sa conception du profit.

« La valeur contenue dans la marchandise est égale au temps de travail nécessité par sa fabrication et la somme de ce travail se compose de travail payé et de travail non payé. Pour le capitaliste, au contraire, les frais de la marchandise ne se composent que de la partie travail qu'il a payé dans la production (1). » N'oublions pas que pour Karl Marx capital est synonyme de somme de valeurs, donc de « travail coagulé ». La valeur totale de la marchandise obtenue va donc représenter uniquement le travail nécessaire pour reproduire le capital engagé et le travail supplémentaire pour arriver à réaliser la marchandise elle-même. Par suite, la plus-value ou le profit se compose précisément de l'excédent du travail total contenu, si l'on peut dire, dans la marchandise, sur le travail payé par le capitaliste.

La théorie de la valeur de Karl Marx doit son succès à son pouvoir « de suggestion émotionnelle » (2) et beaucoup de socialistes modernes l'ont abandonnée.

Etudiant les variations des profits, Karl Marx distingue le taux des profits de la plus-value.

$$\text{Taux des profits} = \frac{\text{Profits}}{\text{Capital total}}$$

$$\text{Taux de la plus-value} = \frac{\text{Capital circulant}}{\text{Plus-value}}$$

Le taux des profits augmente avec la vitesse de rotation du capital circulant. Il dépend de ce que

(1) *Le Capital*, éd. cit., t. IX, p. 76.

(2) F. Perroux, *Cours d'économie politique*, t. II.

Marx dénomme « la réduction du temps de rotation ». Une entreprise qui réduit le temps de rotation des capitaux circulants a besoin d'un capital moindre. Le profit restant le même, le taux des profits augmente. De même, l'accroissement de la « plus-value absolue » ou accroissement de la journée de travail, augmente le taux des profits, que les heures supplémentaires soient payées ou ne le soient pas. Le capital total est, de ce fait, réduit par rapport au capital variable. Tout progrès de la technique a pour effet d'accroître le profit, car il permet, pour une plus-value constante, de réduire le capital variable et, par suite, le capital total.

Le capitaliste augmente ses profits par la réduction du temps de rotation de ses capitaux, en faisant travailler ses ouvriers au delà de la journée de travail normale ou en utilisant les inventions nouvelles. Il s'ensuit que la théorie de Karl Marx, qui prend une forme scientifique, a pu être utilisée à des fins sociales.

SECTION II. — *Quelques théories socialistes.*

Ces théories ont bien des points communs avec celle de Karl Marx. Si elles sont exposées avec moins de rigueur scientifique, elles ont plus le souci de développer une idée sociale : celle de l'exploitation des travailleurs.

THOMPSON (1). — Thompson prend comme

(1) Cf. Böhm Bawerk, *Histoire critique...*, éd. cit. F. Perroux, *Le problème du profit*.

point de départ théorique que le travail est la source de toute valeur. Il en conclut à l'existence d'une plus-value qui résulterait de l'utilisation des machines et des capitaux. Cette plus-value revendiquée par les capitalistes, appartient en totalité aux travailleurs.

Les avis sont partagés en ce qui concerne l'influence de Thompson sur les autres théoriciens socialistes. Von Böhm Bawerk constate que bien des idées sont communes. Mais il se refuse à admettre un emprunt quelconque de ces derniers à l'œuvre de Thompson.

SISMONDI. — Sismondi fait la transition entre les économistes capitalistes et socialistes. Il ne condamne pas l'intérêt du capital. D'après lui le riche, sans prendre part au travail, retient, comme indemnité pour les avantages qu'il procure au pauvre, la part la plus importante du travail de ce dernier. Cette part est le profit du capital. Le salaire du travailleur dépasse rarement ce qui lui est nécessaire pour sa subsistance. Mais le capitaliste a besoin de l'ouvrier pour réaliser un profit, uniquement, et l'ouvrier a besoin du capitaliste pour subsister. Le contrat est donc conclu en présence de forces inégales.

PROUDHON. — Proudhon définit le profit « ce qui reste à l'entrepreneur après qu'il a payé tous les frais » (1). Les frais se composent de valeurs con-

(1) *Système des contradictions économiques. Œuvres complètes.*

sommables et de journées de travail, soit de salaires. Le salaire d'un ouvrier est « le moins qu'on puisse lui donner ». Par contre le prix de vente de l'entrepreneur est le plus élevé possible.

D'après Proudhon les économistes renoncent à évaluer les marchandises et la journée de travail. Le problème du profit doit être pris « dans un sens absolu et non au point de vue inconcluant des accidents du commerce et de la division des intérêts » (1).

Pour étudier les oscillations du profit et celles du salaire il est nécessaire de déterminer la valeur. La valeur est variable et « elle est par cela même déterminable ». Il distingue d'abord la valeur d'usage et la valeur d'échange ou d'opinion. La valeur d'usage ou la valeur utilité est « la capacité qu'ont tous les produits soit naturels, soit industriels de servir à la subsistance de l'homme » (2). La valeur d'échange dépend de l'utilité. La valeur utile et la valeur échangeable varient en sens inverse l'une de l'autre. Ces analyses touchant la valeur nous paraissent assez obscures : La valeur en général est définie d'une manière assez originale. « Figurons-nous donc la richesse comme une masse tenue par une force chimique en état permanent de composition et dans laquelle des éléments nouveaux, entrant sans cesse,

t. 1 et 2. Librairie des sciences politiques et sociales, Paris, 1923. Introduction et notes de M. le Professeur Roger Picard, p. 83.

(1) Réf. cit., p. 80 et suiv.

(2) Même réf.

se combinent en proportions différentes, mais d'après une loi certaine : la valeur est le rapport proportionné (la mesure) sous lequel chacun des éléments font partie du tout. »

L'argent permet de comparer les valeurs. Le travail seul produit la valeur : « c'est le travail seul qui produit tous les éléments de la richesse et qui les combine jusque dans leurs dernières molécules » (1). Tout produit est un signe représentatif du travail (2). « Supprimez le travail : il ne vous reste que des utilités plus ou moins grandes qui n'étant frappées d'aucun caractère économique, d'aucun signe humain, sont incommensurables entre elles, c'est-à-dire inéchangeables. » Remarquons à l'encontre de cette théorie que les biens qui n'ont coûté aucun travail n'en ont pas moins une valeur d'échange.

Revenant au profit, il s'élève contre ce principe déjà admis que « tout travail doit laisser un excédent » (3). « Dans le sens de l'économie politique, le principe que tout travail doit laisser un excédent n'est autre que la consécration du droit constitutionnel que nous avons tous acquis par la révolution de voler le prochain (4). »

Le produit du travail revient intégralement à l'ouvrier. Mais il cède son droit au capitaliste par le

(1) *Op. cit.*, p. 108.

(2) *Id.*, p. 118.

(3) *Id.*, p. 122.

(4) *Id.*, p. 123.

contrat de travail. Il reçoit, en échange, le salaire qui est inférieur au profit du capitaliste. Ce dernier lèse l'ouvrier d'une autre manière en le rémunérant comme s'il était seul. Or, le groupe produit plus que le travailleur isolé.

Dans la pratique, l'ouvrier ne peut racheter le produit de son travail, car le prix s'en est accru de divers profits prélevés par les capitalistes ou des impôts perçus par l'Etat.

RODBERTUS (1). — Rodbertus a aussi développé la théorie de la valeur travail. Les biens économiques sont le produit du travail. Les autres biens sont des biens libres qui n'ont pas de valeur économique. Les travailleurs manuels qui créent tout ont un droit légitime à la propriété du résultat de leurs efforts. Ceux qui rendent des services à la société sans coopérer à la production, tels le médecin, le prêtre, le juge, n'ont droit qu'à une répartition secondaire. Aujourd'hui le travailleur reçoit seulement un salaire et le reste va à l'entrepreneur sous deux formes : la rente au sol et le profit du capital. Il assimile, par la suite, le profit à une rente et, comme toutes les rentes, il le considère comme une exploitation ou plus nettement comme un vol.

Rodbertus n'admet donc pas qu'il existe dans la société des individus qui, sans avoir mis « un

(1) Cf. Perroux, *Le problème du profit*, éd. cit. Böhm Bawerk, *Histoire critique...*, éd. cit.

seul doigt à la production touchent des revenus ».

Nous n'avons pas à revenir sur la théorie de valeur travail sur laquelle Rodbertus base sa conception du profit.

CHAPITRE III

Le profit et la théorie subjective de l'utilité marginale.

SECTION 1.

La théorie classique et la théorie socialiste du profit étaient basées sur une conception insuffisante ou erronée de la valeur des biens. La valeur ne peut être considérée par rapport à un ensemble d'individus mais relativement à un sujet donné. Elle dépend de l'utilité que les biens présentent pour ce sujet. La notion de valeur n'est pas objective mais subjective. La valeur subjective dépend, non de l'utilité totale, ou de l'utilité moyenne, mais de l'utilité de la dernière unité du produit envisagé (1).

Toute notion de revenu « implique que l'on établit une différence entre un produit et un coût ou, plus largement encore entre un résultat économique obtenu et des moyens employés... Le revenu peut être exprimé en termes de prix ou de satisfaction » (2).

(1) Cf. F. Perroux, *Cours d'économie politique*, t. 2. G. Pirou, *L'utilité marginale*.

(2) F. Perroux, *Introduction à l'étude de l'évolution économique...*, *op. cit.*

Le revenu de l'entreprise, revenu concret, peut être considéré comme la différence entre les recettes et le coût de production. Les recettes dépendent du prix du marché. Ce prix, d'après la théorie de la valeur marginale, est déterminé par l'offre et la demande, celles-ci étant liées aux évaluations des producteurs et des consommateurs.

Si nous prenons le terme de coût de production au sens large, en y comprenant un bénéfice normal, contre-partie du risque d'entreprise (1), ce revenu représente la forme concrète du profit de l'entrepreneur.

Pour étudier les conditions dans lesquelles le profit apparaît et ses variations nous devons supposer d'abord que la concurrence entre les vendeurs est parfaite. Mais en réalité, c'est là une hypothèse purement théorique et la concurrence n'est jamais parfaite.

I. — *L concurrence entre les vendeurs est parfaite.*

L'activité économique consiste en une succession d'achats et de ventes de marchandises et de services. Le prix d'une marchandise ou d'un service exprimé en un autre bien est la quantité de ce bien qu'il faut donner pour avoir la marchandise ou le service. Ce bien, dans les systèmes économiques modernes est uniforme et s'appelle la monnaie.

La concurrence est parfaite :

(1) Cf. Meade, *Economie politique et politique économique*, Payot, Paris, 1939, ; F. Perroux, *Cours éc. pol.*, t. 2.

1^o Quand les facteurs de la production peuvent passer librement d'une utilisation à l'autre.

2^o Quand aucune unité isolée ne peut par son intervention affecter sensiblement le prix de l'objet acheté ou vendu. Ceci suppose :

— que toutes les marchandises de même nature vendues sur le marché le sont au même prix ;

— qu'aucun producteur, ni aucun consommateur isolé ne sera en mesure, en modifiant sa production ou sa consommation, d'agir d'une manière sensible sur l'offre ou sur la demande et par conséquent sur le prix des produits.

Chaque producteur cherche à tirer des marchandises le prix maximum. De même, chaque consommateur tend à dépenser son revenu de manière à obtenir l'utilité finale maximum (1). Ce résultat est atteint lorsque l'utilité marginale de chaque dose acquise est la même pour tous les produits.

Le coût moyen est le coût par unité de production.

Le coût total comprend : les salaires, les intérêts, le loyer, le prix de revient des matières premières, les frais de fabrication et de vente et un bénéfice suffisant pour inciter les propriétaires et directeurs à assurer l'effort et à assumer les risques inhérents à l'entreprise.

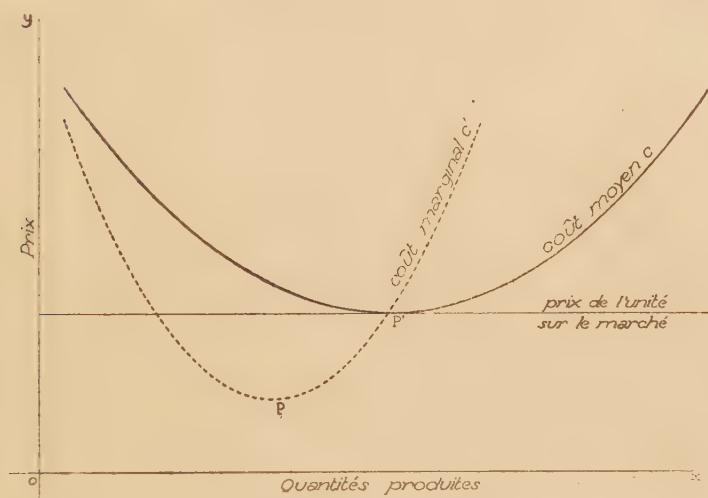
Le coût moyen est le quotient du coût total par le nombre d'unités produites. Le coût marginal est le coût supplémentaire que l'entrepreneur doit

(1) Le marginalisme explique la formation du prix sur le marché par la théorie du couple limite. Cf. F. Perroux, *Cours d'Economie politique*, t. 2.

supporter pour obtenir une unité supplémentaire.

Si la concurrence est parfaite le prix de vente de chaque produit tend vers le coût moyen et vers le coût marginal de production.

En effet, si pour une branche de la production le prix de vente dépasse le coût de production d'une manière permanente, les capitaux se portent vers



I. la concurrence entre les vendeurs est parfaite.

cette branche où il est possible de réaliser un profit. La production augmente et, par suite la quantité de marchandises offertes sur le marché. Le producteur qui désire écouler ses marchandises est obligé de baisser son prix d'offre.

Si le coût moyen tend à descendre au-dessous du coût de production les producteurs portent leurs capitaux vers d'autres branches. Donc, le profit est théoriquement nul et il ne peut y avoir de pertes.

Mais ce mécanisme suppose que certaines branches de la production sont déficitaires tandis que d'autres réalisent des profits élevés. Cependant, nous avons assisté à des crises de surproduction ou au contraire de sous production. D'autre part, la migration des capitaux n'est pas instantanée. Ceux-ci sont souvent investis en immobilisations et il faut un certain temps pour liquider une affaire et en monter une autre.

Le prix de vente de chaque marchandise tend aussi à égaler le coût de production marginal. Chaque entrepreneur cherche à accroître sa production dans le but d'abaisser son prix de revient. Par suite le coût de la dernière unité, le coût marginal diminue.

Le coût moyen est fonction de la quantité de biens produits. Pour une même entreprise, si la production se développe, il décroît, atteint un minimum et croît. Lorsque ce minimum est atteint, l'entreprise est à sa dimension optimum. Mais, lorsque le coût moyen décroît, le coût marginal décroît aussi en restant inférieur au coût moyen. Supposons, en effet, une production de n unités, au coût moyen de c par unité : le coût total est égal à nc . Si la production s'accroît de 1 unité, obtenue au coût marginal de c' , elle devient égale à $n + 1$ unité, pour un coût total de $nc + c'$. Le nouveau coût moyen est égal à $\frac{nc + c'}{n + 1}$. Pour que le prix

de revient soit abaissé, il faut que $\frac{nc + c'}{n + 1}$ (1) soit inférieur à c , d'où l'on tire c' inférieur à c .

Par contre, si le coût moyen croît, le coût marginal croît aussi, en restant supérieur au coût moyen. Si

$$\frac{nc + c'}{n + 1} > c, c' > c.$$

Si l'accroissement du coût de production tend vers 0, nous avons :

$$c - \frac{nc + c'}{n + 1} \longrightarrow 0. \text{ Il s'ensuit que } \frac{nc + c'}{n + 1}$$

tend vers c et c' vers c . Donc, lorsque le coût moyen atteint son minimum, il est égal au coût marginal. Le *graphique (I)* représente les variations du coût moyen, du coût marginal et du prix du marché en fonction de l'accroissement de la production. Le prix de l'unité est représenté par une droite parallèle à l'axe des X, puisque nous avons supposé la concurrence parfaite entre les vendeurs et l'action d'un producteur isolé sur le marché, négligeable.

Si la concurrence est parfaite entre les vendeurs, le profit n'apparaît jamais, puisque l'entrepreneur arrive tout au plus, lorsque l'entreprise atteint sa dimension optimum, à couvrir ses frais et à réaliser un bénéfice raisonnable.

Mais la concurrence parfaite est un cas purement

(1) $\frac{nc + c'}{n + 1} < c$ on tire $nc + c' < (n + 1)c$ ou $nc + c' < nc + c$ et $c' < c$.

théorique. Elle présenterait d'ailleurs certains inconvénients : les consommateurs devraient répartir judicieusement leurs dépenses. Mais, souvent l'Etat doit intervenir dans le choix des consommateurs. Le consommateur renoncerait à des achats qui seraient avantageux pour lui. Un consommateur engagerait certains frais qui profiteraient à ses concurrents (installation, publicité...). Certaines industries présentent des inconvénients qui ne doivent pas être supportés par une catégorie de consommateurs seulement.

II. — *La concurrence entre les vendeurs est imparfaite.*

Nous avons supposé que, si la concurrence est parfaite, l'augmentation de la production d'une firme n'abaisse pas le prix du marché, ou tout au moins que cet abaissement est négligeable si le nombre de producteurs est élevé. Mais, si dans une branche donnée de la production, le nombre d'entreprises est restreint, l'augmentation du rendement de l'une d'entre elles a tendance à abaisser le prix du marché. Supposons qu'il existe seulement, pour un produit donné deux maisons concurrentes qui donnent un égal rendement. Si l'une d'elles accroît sa production de 50 %, l'offre sera augmentée de 25 % et, par suite, les besoins restant inchangés, il faudra atteindre des consommateurs disposés à acquiescer à un prix moins élevé. Le nombre des entreprises qui peuvent s'établir dans une branche de

l'activité économique est limitée. Avant de s'installer un industriel examinera souvent si l'accroissement de la production qui résulterait du fait de son installation n'entraînerait pas un abaissement du prix du marché tel que la production ne serait plus rémunératrice pour tous.

De plus, le marché est souvent imparfait, par suite :

1^o des frais de transport qui empêchent tel producteur dans une région de vendre ses produits dans une autre contrée où est installé un de ses concurrents, qui travaille quelquefois avec un prix de revient parfois plus élevé ;

2^o de l'insuffisance des renseignements dont disposent les consommateurs, qui ne savent pas toujours acheter les marchandises dont le prix est le plus avantageux ;

3^o des différences, réelles ou imaginaires, affectant la qualité ou le type d'un produit. Il est très difficile de trouver deux produits exactement semblables. Chaque firme garde jalousement ses secrets de fabrication. La publicité crée une rente différentielle pour certains produits.

Nous appelons recette marginale la recette produite par la dernière unité vendue. Si la recette moyenne s'abaisse, la recette marginale s'abaisse aussi, mais en restant toujours inférieure à la recette moyenne.

Si la concurrence entre les vendeurs est parfaite

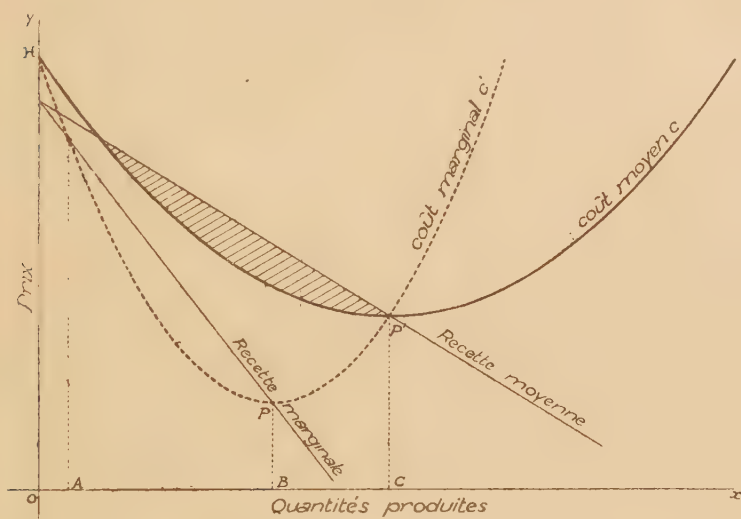
la recette moyenne et la recette marginale coïncident avec le prix du marché. Ici, la recette moyenne décroît puisque l'entrepreneur, en augmentant le volume de la production provoque un abaissement des cours.

Le graphique II représente les variations des coûts et des recettes en fonction des quantités produites. La courbe des recettes marginales coupe celle des coûts marginaux en son point le plus bas P. Si le coût marginal atteint son minimum, le prix de revient de la dernière unité produite est égal à son prix de vente. A ce moment, l'industriel cesse d'accroître sa recette par l'abaissement du prix de revient. De A. en B. la recette s'accroît parce que la production augmente, mais le coût de production de la dernière unité augmente aussi. De O. en A. le coût moyen est supérieur à la recette moyenne ou prix du marché. L'entreprise produit trop peu pour que le coût de production soit rémunérateur. De A en P', le coût au sens large du mot étant dépassé par le prix du marché, la firme réalise un profit.

En résumé, si la concurrence entre les vendeurs est parfaite aucun profit ne peut être réalisé. Le coût de production atteint son minimum en un point où il est égal au coût marginal et à la recette moyenne. Lorsque l'entrepreneur a réussi à abaisser son coût de production jusqu'à ce point, l'entreprise a atteint sa dimension optimum.

Si la concurrence est imparfaite, le prix du marché est influencé par les quantités produites et il

décroît constamment. Il est d'abord inférieur au coût de production pendant la période de mise en route de l'affaire. Si le rendement augmente, la recette moyenne, tout en continuant à décroître, devient supérieure au coût de production et l'entrepreneur réalise un profit. Ce profit cesse au moment



II. la concurrence entre vendeurs est imparfaite.

où le coût marginal est égal au coût moyen et à la recette moyenne.

Nous avons étudié jusqu'ici le cas où les entreprises produisent des biens utiles et où la concurrence existe, parfaite ou imparfaite. Cependant, dans des périodes de crise, il arrive qu'un entrepreneur ou une branche tout entière de la production ne réalise aucun profit. Dans ce cas, la recette moyenne n'atteindra pas le coût moyen. Les courbes n'auront aucun point commun, la première

étant constamment au-dessous de la deuxième. Mais cette situation ne peut être que temporaire, l'entreprise ne pouvant constamment travailler avec un rendement déficitaire. Elle disparaîtra si elle ne parvient pas à abaisser son coût de production.

Inversement, si un entrepreneur bénéficie d'une situation de monopole (brevet d'invention, protection de l'Etat...), la courbe des recettes qu'il fixe lui-même pourra être constamment au-dessous du coût de production. Mais la firme cherchera de même à abaisser son prix de revient de manière à assurer une diffusion plus large de ses produits.

La réalisation d'un profit par l'entrepreneur se trouve donc liée à l'abaissement du prix de revient, mais elle ne dépend pas uniquement de ce facteur puisque les biens obtenus doivent être utiles. Il en est de même pour les autres conditions dans lesquelles le profit apparaît : concurrence imparfaite, tendance de l'entreprise vers la dimension optimum. Toutes ces conditions doivent se trouver réalisées. Mais il est impossible de considérer l'une d'entre elles comme suffisante pour déterminer l'apparition du profit.

SECTION II.

Mais le problème doit essayer de trouver « les raisons qui conduisent entre les mains de l'entrepreneur une partie du flux des biens qui prend essentiellement sa source dans la production nationale » (Böhm Bawerk).

Nous avons supposé que le coût moyen comprenait un bénéfice normal destiné à assurer la subsistance de l'entrepreneur et à l'inciter à produire. S'il est aisé de déterminer la part de certains facteurs dans le coût de production, c'est le cas des matières premières ou de l'intérêt du capital emprunté (si cet intérêt est compris dans le prix de revient) il n'en est pas de même pour d'autres. Sur quel taux baser les salaires ? Sur celui qui est déterminé par l'offre et la demande de main-d'œuvre, sur le minimum nécessaire à l'ouvrier pour subsister ? Cette répartition soulève un problème éthico-économique que nous n'avons pas à aborder ici.

Il reste seulement à montrer comment l'école autrichienne a justifié le profit de l'entrepreneur en édifiant la théorie de la dépréciation du futur ou de l'escompte psychique (1). Supposons d'abord une marchandise achetée et revendue sur place sans qu'il ait été nécessaire d'engager aucun frais. La personne qui consent à acheter ce bien aujourd'hui pour ne le revendre que dans six mois, par exemple, subit un sacrifice lié à l'attente et basé sur ce fait que la majorité des hommes préfèrent les satisfactions actuelles aux satisfactions futures de même grandeur. Par suite, le prix de la marchandise dans six mois est augmenté. Cette majoration est la compensation de ce sacrifice. Il en est de même si la marchandise a été transformée pour être revendue. En plus du travail qui a été nécessaire pour sa production, l'aug-

(1) Cf. Böhm Bawerk, *Etude critique...*, éd. cit., p. 205.

mentation de valeur, si elle se produit, sera due à la remise de jouissance. Ce sacrifice ne comporte pas uniquement, comme l'a écrit M. Porte (1), la rémunération pour l'assomption du risque. Von Böhm Bawerk avait bien séparé ces deux éléments : « Même si on ne mésestimait pas l'avenir, le fait que la production à longue haleine est plus productive assurerait aux biens actuels, qui permettent de recourir à ce genre de production, un surcroît de valeur sur les biens futurs (2). »

Or, c'est l'entrepreneur qui organise la production dans le système capitaliste. C'est donc lui qui s'approprie le surplus donné par l'augmentation de la valeur d'échange de la marchandise. Ceci n'exclut pas qu'il ne soit porté à réaliser des profits exceptionnels en réduisant les salaires, par exemple. Mais cette question n'est pas purement économique. Elle a d'ailleurs été examinée par Von Böhm Bawerk (3). « La différence totale entre la valeur du produit et les salaires, différence dont bénéficie l'entrepreneur peut se décomposer en quatre parties : 1^o Une prime d'assurance pour les cas de mauvaise réussite ; 2^o Une indemnisation pour le travail de l'entrepreneur ; 3^o L'indemnisation... qui sépare le paiement des salaires de la réalisation du produit final. Cette indemnisation doit être calculée d'après le taux ordinaire de l'intérêt ; 4^o Enfin, l'entrepreneur

(1) *Entrepreneurs et profits industriels*. Thèse Grenoble, 1901.

(2) *Op. cit.*, p. 205, t. II.

(3) *Op. cit.*, t. II, p. 53.

peut encore faire un surcroît de profit en abusant de la situation précaire des ouvriers pour abaisser usurairement leur salaire. » Il n'envisage ici que la différence entre la valeur du produit et celle des salaires. Dans sa théorie, au contraire, il étudie globalement l'augmentation de la valeur d'une marchandise, compte tenu des autres facteurs de la production.

A la différence des autres théories, celle de l'utilité marginale arrive à nous donner du phénomène du profit une explication satisfaisante et nous permet d'étudier les conditions dans lesquelles il apparaît. Cette théorie s'est d'ailleurs perfectionnée peu à peu. Nous l'avons étudiée dans son ensemble et non à travers les divers économistes qui l'ont édifiée.

Il nous reste à examiner quelques théories modernes, celle de Walras, de J. B. Clark et de Schumpeter.

CHAPITRE IV

I. — WALRAS (1)

Walras définit la valeur d'échange « la propriété qu'ont les choses d'être obtenues ou cédées en certaines proportions ou quantité les unes contre les autres ».

Il conçoit deux marchés :

— le marché des services où se rencontrent des propriétaires fonciers, travailleurs et capitalistes comme vendeurs d'une part, et, d'autre part, les entrepreneurs qui achètent des services producteurs et les propriétaires fonciers, travailleurs ou capitalistes qui achètent des services consommables.

— le marché des produits où les entrepreneurs sont vendeurs et les propriétaires fonciers, travailleurs et capitalistes sont acheteurs.

Il entend la notion de capitaux et de services au sens le plus large : les travailleurs représentent des capitaux (capitaux personnels) ; de même tous les biens qui se consomment directement ou indirectement sont des capitaux circulants ou revenus (2). Les services consommables sont les revenus absor-

(1) Walras, *Eléments d'économie pure*. Paris, 1900, édit. Pichon.

(2) Ed. cit., p. 177.

bés par la consommation et les services producteurs ceux qui sont absorbés par l'agriculture, l'industrie ou le commerce.

Le prix courant de chaque produit s'établit quand l'offre et la demande sont égales. A ce moment se produit l'équilibre de l'échange et il y a prix courant stationnaire sur le marché. Cet état d'équilibre n'est jamais réalisé. Mais, sous le régime de la libre concurrence il résulte pour l'entrepreneur un bénéfice, différence entre le prix de vente et le prix de revient, ou une perte. Lorsque la production est en équilibre les entrepreneurs ne réalisent ni bénéfice ni perte. Mais avant que cet équilibre se réalise il y a un « tâtonnement sur le marché des produits ». Cette notion d'équilibre est liée à « l'utilité » telle que la conçoit Walras. La production industrielle a un double but « multiplier la quantité de choses utiles qui n'existent qu'en quantité limitée, puis transformer en utilités directes les utilités indirectes » (1). Partant de cette notion, Walras démontre mathématiquement que « soit que l'excédent des revenus sur la consommation se transforme en capitaux à services consommables ou en capitaux à services productifs, le maximum d'utilité effective des services de ces capitaux neufs a lieu pour la société quand le rapport du prix du profit au prix du capital, ou le taux du revenu est le même pour tous les capitaux » (2).

(1) Ed. cit., p. 31.

(2) Id., p. 285.

Walras semble confondre profit et bénéfice. Comme tous les autres économistes de l'école mathématique il a « esquivé » la théorie du profit. D'autre part sa théorie pêche par la base : l'utilité est subjective de même que la valeur. Qu'est-ce que le maximum d'utilité effective ? Plus loin Walras définit le taux du revenu net : « le rapport de la valeur d'échange de ce revenu net à la valeur d'échange de ce produit ». Mais les valeurs ne sont pas mesurables, elles sont comparables. Il est donc difficile, partant sur ces bases de nous donner du profit et du revenu une idée précise.

II. — J. B. CLARK (1)

J. B. Clark désigne par profit « le bénéfice net qui peut rester entre les mains de l'employeur après qu'il a payé les salaires du travail de tout genre et l'intérêt du capital employé. Le terme profit brut désigne une somme composée de ce profit net et de l'intérêt du capital » (2).

Il envisage donc le profit concret : une somme qui reste entre les mains de l'employeur.

Le profit échoit à l'entrepreneur : il se distingue nettement des salaires et de l'intérêt. Pour établir cette distinction J. B. Clark suppose que l'entrepreneur loue le capital et le travail et qu'il aille habiter dans un pays éloigné sans avoir de rapport avec

(1) *Principes d'économie politique*. Giard et Brière, Paris, 1911.

(2) *Id.*, p. 71 (note).

ses directeurs. Il réalise alors un gain qui ne peut être la rémunération de son travail ni celle du capital.

Le profit se produit « par suite du changement de la dynamique économique » (1). Il n'y aurait aucun profit dans une industrie purement statique. Dans une société statique le capital et le travail peuvent se diriger là où il est possible de réaliser des profits nets. Par suite, le jeu de la concurrence ramène le prix du marché à un niveau égal au coût de production augmenté de l'intérêt (C'est l'état de concurrence parfaite tel que nous l'avons étudié au chapitre précédent). Dans cette société, l'état de l'entrepreneur est passif : ce sont les employés qui dirigent l'entreprise. Dans un état dynamique, au contraire, il prend toutes les décisions qui amènent des changements dans l'entreprise. Quant aux risques de l'entrepreneur ils sont négligeables car ils peuvent être couverts par une assurance. Les valeurs ne sont statiques que lorsque les gains du capital dans les différentes industries s'égalent. Les entrepreneurs peuvent alors s'emparer cet excédent comme ils le feraient pour le produit de leur travail » (2).

(1) *Id.*, p. 114.

(2) *Ed. cit.*, p. 114.

Les notions de statique et de dynamique chez J. B. Clark diffèrent de celles qui sont utilisées couramment en Economie politique. L'expression d'état dynamique est, pour ainsi dire, synonyme « d'état pathologique, d'état statique à équilibre imparfait » (*Ed. cit.* Préface de M. le Professeur Oualid, p. 11).

III. — J. SCHUMPETER (1)

Pour Schumpeter la théorie du profit est liée à celle de l'intérêt. Il ne peut y avoir intérêt que s'il y a profit. Le profit est un revenu essentiellement dynamique et il ne peut apparaître que dans une économie dynamique.

C'est le supplément de valeur qu'entraîne une combinaison nouvelle. Il est indépendant de tout système économique. Le profit est la rémunération de celui qui joue le rôle de chef dans l'économie. Mais il est qualifié, non par l'agent auquel il échoit mais par la source dont il découle. Il implique l'existence d'une situation de monopole. Les prix des produits nouveaux lancés sur le marché se forment, partiellement ou complètement suivant les règles des prix de monopoles. Mais, quand la combinaison nouvelle résulte de l'établissement d'un monopole (trust), il faut distinguer alors le produit de la combinaison nouvelle et le rendement supplémentaire de l'organisation de monopole. D'après M. le Professeur François Perroux, cette distinction n'est pas toujours aisée. Les revenus communs à tous les systèmes capitalistes sont : le salaire, la rente et le produit de la combinaison nouvelle. L'intérêt n'apparaît que dans le régime capitaliste. Le profit est donc le seul revenu dynamique essentiel. Le produit

(1) Nous résumons ici l'étude de M. le Professeur François Perroux dans *l'Introduction à la théorie de l'évolution économique* de J. Schumpeter, éd. cit.

de la combinaison nouvelle peut se scinder, suivant le cas en profit et intérêt. Il existe alors deux notions de profit :

— le profit considéré comme synonyme de produit de la combinaison nouvelle qui est un surplus de valeur indépendant de la forme de l'économie ;

— le produit de la combinaison nouvelle moins l'intérêt qui est le profit du système capitaliste.

Le profit, d'après Schumpeter, serait donc la conséquence d'une friction marquant le passage d'un équilibre à un autre. Le changement produit, le profit est partagé avec la communauté ce qui se traduit par l'abaissement des prix ou l'élévation des salaires ou de l'intérêt. Etant un revenu essentiellement transitoire, il est éliminé par la concurrence dans le système capitaliste.

M. le Professeur François Perroux fait remarquer que, pour Schumpeter, la notion de profit est un peu étroite. Il n'y comprend ni les gains qui tirent leur origine de mouvement de prix autres que ceux qui résultent d'une combinaison nouvelle, ni les gains qui résultent du développement quantitatif de la production, d'adaptations progressives poursuivies par degrés et d'une façon continue au sein de l'entreprise. De plus l'assimilation entre le profit et la plus value est contestable car il rattache la plus value à l'économie individuelle et privée. Il ne spécifie pas que la plus value sociale n'est pas éliminée. Or, il existe une plus value globale dans toute économie en évolution, une plus value quantitative.

CHAPITRE V

La notion de profit.

M. le Professeur François Perroux distingue deux théories de la répartition (1) :

- la théorie fonctionnelle ;
- la théorie institutionnelle.

I. — *La théorie fonctionnelle du profit.*

Le revenu ne peut être considéré comme le produit marginal d'un facteur de la production. Cependant, le profit résulte en partie de l'entreprise elle-même ou de l'assomption du risque par l'entrepreneur. Ni le risque, ni l'entreprise ne sont des facteurs de la production. Mais la théorie traditionnelle des facteurs de la production a été dépassée : les facteurs ne sont pas homogènes, il y a des espèces de travail, de capital.

Il est possible de raisonner, non pas uniquement sur les facteurs de la production mais sur des services producteurs. D'autre part, la théorie moderne

(1) Cf. *Cours d'Economie politique*, t. IV, par F. Perroux. Ces analyses sont exposées ici très brièvement d'après les données de M. le Professeur Perroux.

permet l'étude de « l'inducement to invest » (Wicksell, Myrdall, Keynes). Cet investissement dépend du rapport de la valeur du capital et du coût de remplacement.

Si la valeur actuelle du capital $C(1+i)^{-n}$ est inférieure au coût de remplacement, l'investissement n'est pas possible. Si le rapport est égal à l'unité, l'investissement est indifférent. Il peut avoir lieu si le rapport est égal à 1.

Dans l'économie stationnaire, le profit est constitué par le prix de certains services : services de l'entrepreneur. De plus, dans l'économie en croissance, mais sans évolution, outre le profit normal (Meade), il faut distinguer :

- les quasi-rentes (Marshall ;
- les gains de hasard.

Dans l'économie en évolution (au sens de Schumpeter), le produit d'une combinaison nouvelle peut se scinder, suivant le cas, en profit et intérêt.

II. — *La théorie institutionnelle du profit.*

Le profit est considéré comme le revenu de l'entreprise. C'est « la différence entre le revenu total en monnaie qu'elle fournit pendant un temps d'une durée déterminée et les dépenses qu'il a fallu payer ou engager pour l'obtenir » (1).

L'entreprise est institution qui est spécifique du régime capitaliste. La théorie fonctionnelle du profit,

(1) Reboud, *Précis d'économie politique*. Dalloz, 1942, p. 503.

plus abstraite, est plus générale que la théorie institutionnelle qui s'applique seulement au capitalisme. Les deux théories ne s'excluent pas. L'identification du profit et du revenu de l'entreprise nous amène à étudier le bénéfice comptable qui pourrait être la forme concrète de ce revenu.

De même, elle nous permet de distinguer plusieurs sortes de profit (1) :

— le profit ordinaire, revenu monétaire net de l'entrepreneur (Reboud), sans aucune déduction à titre de salaires, d'intérêt de rente...

— le profit minimum : somme que l'entrepreneur recevrait s'il vendait ses services ou s'il prêtait ses capitaux à d'autres entreprises ;

— le profit pur : différence entre le profit ordinaire et le profit minimum ;

— le profit marginal qui peut être considéré, soit comme « le revenu monétaire net, tout juste suffisant pour que l'entrepreneur trouve qu'il vaille la peine de continuer son entreprise » (2), soit comme le profit obtenu avec la dernière unité de l'un des éléments de la production investis dans l'entreprise (travail, capital, services...).

SECTION II. — *Les caractères du profit.*

Le profit concret ou revenu de l'entreprise peut être conçu d'une manière plus ou moins large sui-

(1) Reboud, *Précis d'économie politique*, éd. cit., p. 504.

(2) Même réf., p. 505.

vant qu'on y incorpore ou non divers éléments qu'il est difficile d'isoler. D'autre part, certains économistes ont assimilé ce revenu à un salaire, le salaire de l'entrepreneur, à une prime pour l'assomption des risques ou encore à la rémunération du capital investi. Au terme de cette étude, deux questions se posent donc :

— le profit est-il unitaire : est-il possible de le décomposer en un certain nombre de revenus d'éléments de la production : capital, entrepreneur, risque évité... ?

— le profit est-il un revenu autonome : le problème du profit conduit-il à envisager la création d'une nouvelle classe de revenus, ou peut-on maintenir l'ancienne division tripartite : salaire, intérêt et rente ? M. le Professeur François Perroux a répondu, dans son étude à ces deux questions (1).

I. — *Le profit est-il un revenu unitaire.*

Il convient de distinguer la notion abstraite de profit de la notion concrète qui peut être ramenée au revenu de l'entreprise. Dans le revenu de l'entreprise, comme dans tout autre revenu, mais d'une façon plus visible et plus apparente, on trouve des revenus abstraits de facteurs. Si l'on entend par

(1) Cf. *Le problème du profit*, éd. cit., p. 430 et suiv. Nous nous bornons ici, en grande partie à résumer l'étude de M. François Perroux. Cf. de même : Reboud, *Précis d'Economie politique*, t. II, p. 502 et suiv. (M. le Doyen Reboud a repris, dans son *Précis*, les analyses de M. le Professeur Perroux).

alaire et par intérêt les revenus abstraits des facteurs travail et capital — on peut dire que le profit concret — revenu concret, contient les revenus abstraits salaire et intérêt. Mais, connaissant le revenu concret, est-il possible de le décomposer quantitativement en trois autres revenus concrets, par exemple, salaire, intérêt et prime pour le risque.

1^o la prime pour le risque est impossible à évaluer. Si certains risques, comme le risque crédit peuvent être couverts par une assurance, la plupart d'entre eux sont imprévisibles. Le risque économique qui résulte d'un déséquilibre subit de la production pourrait être calculé en faisant une moyenne sur une longue période pour toute une branche de l'industrie. Encore faudrait-il tenir compte des événements imprévisibles : guerres, grèves... Les éléments nécessaires pour établir cette moyenne font défaut.

2^o En ce qui concerne le salaire de l'entrepreneur il serait peut-être possible de procéder par analogies, en évaluant la somme que le chef d'entreprise aurait dû verser pour obtenir un travail au sien. De la même manière serait isolée la somme payée pour un capital semblable à celui de l'entreprise. Mais ces calculs ne seraient pas exacts. Il est pratiquement impossible d'évaluer le salaire correspondant à un travail de direction très complexe, de même que l'intérêt à allouer à un capital investi dans une affaire où il est exposé à bien des risques. En admettant d'ailleurs qu'une telle décomposition

soit possible, elle ne serait qu'artificielle, puisqu'il faudrait recourir, non pas au capital et au travail de l'entreprise elle-même, mais à un capital et à un travail venus de l'extérieur.

En cherchant à établir ce que l'entrepreneur aurait perçu en plaçant son capital ou en travaillant dans une entreprise analogue à la sienne, on n'obtient pas de meilleurs résultats. Il est impossible de concevoir deux établissements exactement semblables et, comme dans la première hypothèse, nous faisons appel à des éléments étrangers à l'affaire, au revenu et au travail d'une autre firme.

Si l'on se base sur le taux moyen de l'intérêt pour « découper » le revenu du capital et sur le salaire moyen d'un autre entrepreneur ou d'un directeur dans la même industrie, on aboutit encore à une impossibilité. Ce que cherche le capitaliste qui a investi ses fonds dans une entreprise comme commanditaire ou comme actionnaire, c'est un revenu variable, parce qu'il suppose un gain dont le taux dépasserait le taux moyen. Nous ne possédons pas les bases nécessaires pour établir le salaire que s'alloue un entrepreneur dans une branche de l'industrie et, nous l'avons vu, aucun chef responsable ne peut être assimilé à un salarié. En admettant même que l'on aboutisse à un résultat, on ferait appel à des entreprises semblables, mais le calcul ne pourrait être établi en partant de la firme considérée.

Les résultats sont les mêmes si l'on se place sur

le terrain de l'analyse qualitative. Chaque élément a sa dynamique propre : l'intérêt, les salaires suivent les variations du taux de l'intérêt et des salaires. Ils ne peuvent être semblables pour diverses entreprises. Le revenu est caractéristique de l'entreprise considérée et il suit son évolution. S'il n'y a pas de profit il faudra prélever un salaire et un intérêt pour le capital, si celui-ci est emprunté. Le revenu peut être nul ou négatif. Les salaires et les intérêts sont toujours positifs.

Cette méthode par résidus conduit d'ailleurs à une impossibilité si le revenu est plus faible que l'intérêt ou le salaire pris séparément. A quel signe pourra-t-on reconnaître qu'il s'agit d'un salaire ou d'un intérêt défini par rapport à une entreprise quelconque ou de toute autre manière ? C'est une application de la méthode des résidus, dangereuse en économie politique qui consiste, étant donné un phénomène à l'expliquer en le ramenant à des catégories connues ou supposées telles. Le revenu de l'entreprise est un revenu unitaire. Son analyse quantitative, sa décomposition sont absolument impossibles au point de vue scientifique.

II. — *Le profit est-il un revenu autonome ?*

Puisque le profit concret est un revenu unitaire, qu'il est impossible de le scinder en plusieurs éléments, on pourrait peut-être le ramener à des catégories déjà connues : salaire, intérêt ou rente d'une nature particulière.

En ce qui concerne le salaire toute identification est impossible. Le salaire correspond à un effort pénible, il ressort d'un contrat et son taux est déterminé à l'avance. Il est perçu périodiquement, à une date fixe. Le profit, au contraire, peut être obtenu sans efforts ; il est aléatoire et il est possible de le prélever à une date quelconque ; il ne résulte pas d'un contrat entre deux parties, employeur et employé et n'implique aucune idée de subordination.

De même aucune assimilation n'est possible avec l'intérêt. L'intérêt est fixé, stipulé à l'avance. C'est un revenu fixe, fonction du capital.

Il est aisé de distinguer le profit de la rente. Le concept de rente est d'abord défini dans son sens le plus étroit par Ricardo et Malthus : c'est la rente foncière. Mais l'analyse économique a distingué, par la suite, les rentes industrielles et les rentes de personnalité ou de capacité qui sont de plus en plus instables. Enfin la théorie de la valeur marginale a donné de la rente une notion plus étendue et plus féconde. Tout acte économique fait apparaître une rente. Il suppose un déséquilibre entre l'utilité (besoin) et l'effort (travail) produit par le travailleur, éléments qui varient en sens inverse. Lorsqu'ils se balancent on atteint le degré d'utilité ou coût marginal. Mais chaque unité d'effort fait apparaître, par rapport à la suivante, une rente de moindre coût (rente du producteur). De même chaque unité de désir offre par rapport à la suivante, un surplus.

d'utilité qui est une rente de plus grande utilité (rente du consommateur). Les rentes décroissent jusqu'au point marginal où l'équilibre est établi. Il en est de même dans le cas du troc. A et B échangent entre eux des marchandises *a* et *b*. L'utilité pour A des biens *a* a augmenté pendant l'échange pendant que diminue celle des biens *b* et inversement pour B. Deux rentes décroissent pendant l'échange : la rente de moindre coût et la rente de plus grande utilité (de la marchandise).

Le marginalisme explique l'achat vente sur le marché par la théorie du couple limite. Il en résulte un équilibre qui est atteint entre deux couples limites. Le couple limite détermine ainsi une zone à l'intérieur de laquelle oscille le prix du marché. Si la vente procure un bénéfice, c'est la différence entre le coût de production et le prix du marché, c'est la « rente du producteur ». Pour l'acheteur, la marge entre le coût de production et son évaluation subjective (prix d'offre) détermine une rente, « la rente du consommateur ».

Le marché du travail fera de même apparaître une rente d'acheteur (différence entre le prix effectivement payé et celui qu'il était disposé à offrir) et une rente du vendeur (différence entre le prix du marché et l'évaluation subjective du salarié).

Le concept de rente défini par Ricardo est beaucoup trop étroit pour qu'on s'y arrête. Quant à la deuxième forme — la forme différentielle — elle pourrait expliquer le revenu : rente de l'emplace-

ment, de la direction, du monopole. Mais elle ne permet pas de le définir.

Le revenu est unitaire et la rente différentielle peut être décomposée en un certain nombre de facteurs différentiels. Sous sa forme absolue, la rente, surplus du coût ne donne pas une idée plus nette. Le coût apparaît comme une notion très complexe. On peut y comprendre le coût abstinence, le coût de l'effort, le coût crainte, le coût formation de l'entrepreneur. Quant au coût de production, il n'intervient pas seul dans la formation du revenu de l'entreprise.

Si le concept de rente « sous sa forme moderne c'est-à-dire désignant une modalité économique générale et non un revenu concret est un auxiliaire puissant pour l'étude et la compréhension du revenu de l'entreprise » ; le profit ne saurait être défini comme une rente. Le revenu concret de l'entreprise est donc autonome et il est impossible de le ramener à aucune autre espèce de revenu.

DEUXIÈME PARTIE

LA NOTION DE BÉNÉFICE COMPTABLE

L'application des méthodes scientifiques à la gestion des affaires a permis d'assigner à la comptabilité un rôle triple :

1^o Elle fournit le montant des biens qui constituent le capital brut de l'entreprise : valeurs immobilisées, disponibles, réalisables, le détail des charges et des revenus ainsi que la situation vis-à-vis des tiers, créanciers et débiteurs. Elle permet de suivre les diverses transformations du capital. L'étude de ces chiffres donne des indications précieuses sur la marche de l'affaire. Elle est la condition nécessaire de toute gestion prudente.

2^o Elle détermine le chiffre du bénéfice réalisé (revenu de l'entreprise). « La fin de la comptabilité est de donner le résultat de l'exploitation et la situation d'utilisation de l'entreprise » (1).

3^o Dans les entreprises industrielles elle permet

(1) Delaporte, Exploitation et patrimoine. « *Le Commerce* », février 1932.

la détermination du prix de revient des produits fabriqués (1).

Ces trois fonctions, d'ailleurs s'interpénètrent. Il est impossible de déterminer le bénéfice exact sans procéder à une évaluation correcte des éléments de l'actif. Le montant du bénéfice, ou celui de la perte, peuvent, inversement, influencer — toute évaluation est subjective — sur la valeur à attribuer au stock ou à toute autre partie du capital. Ils peuvent amener le chef d'entreprise à modifier son organisation pour obtenir un prix de revient moins élevé.

Le problème du bénéfice revêt donc, dans la comptabilité, une importance capitale, importance accrue par le développement des sociétés par actions ou les exigences de plus en plus sévères de la fiscalité. Trop de comptabilité sont encore tenues dans le seul but de justifier, vis-à-vis du fisc, le chiffre du bénéfice obtenu. L'entrepreneur se base, pour la conduite de son affaire sur son expérience, plutôt que sur l'analyse du bilan et de ses comptes de résultats. En fait, la notion de bénéfice comptable et de bénéfice fiscal sont intimement liées puisque l'évaluation des éléments de l'actif, la constitution des provisions sont conditionnées par les règles qui permettent de déterminer le bénéfice

(1) Sur l'importance de la détermination du prix de revient par la comptabilité ; cf. Delaporte, *le prix de revient*. Encyclopédie Roret ; Lambert, *Comptabilité et organisation dans l'industrie*, Dunod et éd. de la Vie au bureau. Bruxelles, p. 5, Ch. Thumen, les neuf fonctions du prix de revient. *Mon bureau*, avril 1927.

imposable. Dans les sociétés par actions, le calcul du résultat est soumis à certaines règles fixes pour éviter la distribution de dividendes fictifs : il existe un « bénéfice légal ».

Pour distinguer toutes ces notions, nous serons d'abord amenés à étudier l'origine du bénéfice et les méthodes comptables qui permettent de le faire apparaître. Il nous sera alors possible d'envisager la nature du bénéfice, et les variations dans les systèmes d'économie libre et d'économie dirigée.

CHAPITRE I

L'origine du bénéfice.

Le commerce, au sens large du mot, peut affecter les formes les plus diverses. Mais, dans la plupart des entreprises, c'est le capital circulant qui, au cours de sa transformation engendre la majeure partie du profit.

Dans le négoce, commerce des marchandises sans que celles-ci aient à subir des transformations importantes, le cycle du capital circulant affecte la forme suivante :

liquidités → marchandises → créances → liquidités.

Le résultat de cette circulation s'inscrit dans le chiffre d'affaires. L'enregistrement du flux de ces valeurs, leur contrôle et leur surveillance est facilité par la comptabilité. Elle y parvient en recueillant, à l'aide de comptes appropriés les éléments nécessaires : les profits et les charges.

Le capital s'accroît ou diminue en circulant. Cet accroissement ou cette diminution détermine le bénéfice brut ou la perte brute. Pour déterminer le montant du bénéfice il est donc nécessaire :

— soit de pratiquer une dérivation sur le circuit et d'inscrire au passage du flux le bénéfice brut dans un compte spécial ;

— soit d'interrompre périodiquement cette rotation en pratiquant l'inventaire.

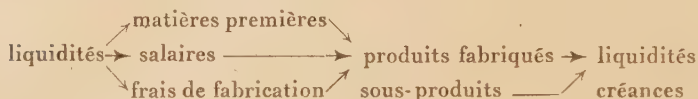
De là le principe des deux méthodes utilisées en comptabilité pour obtenir le bénéfice brut : la permanence de l'inventaire et l'intermittence de l'inventaire.

L'examen de ce cycle nous permet de remarquer que le capital circulant sera d'autant moins important que sa vitesse de circulation — la vitesse de rotation du stock — pourra être accélérée. Telle maison de commerce qui garde longtemps ses marchandises en magasin avant de les écouler doit posséder, un capital circulant plus considérable que telle autre où les stocks se renouvellent presque quotidiennement (denrées périssables). Il s'ensuit que, l'intérêt du capital entrant dans le calcul du bénéfice brut, celui-ci, dans le premier cas, doit être plus considérable.

Mais le « profit » ainsi obtenu ne représente pas le bénéfice réel. Il est nécessaire de « l'affiner ». On peut y adjoindre des plus values provenant d'autres sources, à la condition, nous le verrons que ces plus values soient réalisées (vente de titres, de matériel effectuées dans des conditions avantageuses). Mais ces augmentations sont peu considérables à l'égard des pertes et des charges qu'il est

nécessaire de déduire. Cette réduction ainsi opérée donne le bénéfice net.

Dans les entreprises industrielles, le cycle est analogue bien que plus complexe (1) :



Il est d'ailleurs très difficile d'établir une distinction très nette entre l'entreprise industrielle et commerciale. Beaucoup de commerçants ne revendent pas leurs marchandises telles qu'ils les ont achetées, soit que la présentation varie, soit qu'elles subissent de véritables transformations. C'est l'importance de ces transformations subies, suivant qu'elles font ou non l'objet principal de l'activité de la firme, qui peut servir de critère.

Ici, dépendant, le problème du prix de revient prend une très grande importance. Le commerçant peut aussi établir un prix de revient pour les marchandises vendues. En général il se contente, pour déterminer le prix de vente, de majorer le prix d'achat d'un pourcentage fixé sur la base de l'expérience. Dans l'industrie, le prix des matières premières peut être très faible par rapport à la main-d'œuvre et aux frais de fabrication. L'industriel est obligé de surveiller constamment son prix de revient. De là une organisation comptable plus

(1) Cf. Terrier, *Mélanges* (Milhaud). Presses universitaires de France.

complexe que dans le commerce. Les éléments y sont aussi plus nombreux et il est nécessaire de suivre chaque transformation des produits pour en arriver au résultat final.

Le commerce de la banque qui consiste à « trafiquer la monnaie » (Quesnot). Les ouvertures de crédit, l'escompte, qui n'est qu'une opération de crédit, transforment les liquidités en créances et ces créances en liquidités, augmentées d'un bénéfice, soit intérêt, soit agio, soit commission. Par contre d'autres opérations peuvent être assimilées à des services : telles sont les avances sur titres ou la location des coffres-forts. Mais la rémunération, si l'on tient compte des frais qui doivent être couverts est plutôt un bénéfice qu'un salaire. De même d'autres entreprises, transports, commission sont rémunérées essentiellement pour les services qu'elles rendent et au prorata de ces services. Ce sont, cependant des affaires qui nécessitent l'investissement d'un capital important, ont à faire face à des frais considérables et leur gain est aléatoire. Mais si l'on examine les statistiques des bénéfices réalisés par les sociétés anonymes, par exemple, les banques les maisons de commissions et de transport y sont comprises. Ces rémunérations sont soumises à l'impôt et elles apparaîtront, en comptabilité, dans un compte de profits et pertes.

Le bénéfice, tel qu'il est déterminé par la comptabilité a divers origines. Il ne résulte pas seulement de l'achat, de la transformation, de la vente des

produits. Il faut aussi tenir compte de tous les auxiliaires du commerce dont le gain, pour ne pas provenir d'opérations d'achat et de vente proprement dits, n'en est pas moins un bénéfice au point de vue comptable.

CHAPITRE II

La détermination du résultat de l'entreprise.

En principe, le bénéfice devrait être mesuré par l'accroissement du capital : une maison de commerce est achetée pour A fr., au bout de x années, elle est revendue B fr., le bénéfice serait égal à $A - B$. Cette interprétation semblerait surtout logique dans les sociétés : elle correspondrait à une mise de valeurs en commun suivie d'un partage. Mais certaines sociétés ont une existence déjà longue et il serait impossible à un associé d'attendre la liquidation pour connaître et recueillir éventuellement sa part de bénéfices. Quant aux entreprises à forme unitaire, le propriétaire prélève pour ses dépenses personnelles, les sommes qui lui sont nécessaires sans attendre, souvent, que le chiffre de bénéfices soit dégagé.

Le découpage de la vie de l'entreprise en un certain nombre de périodes, au terme desquelles on calcule l'accroissement du capital était nécessaire. Chaque période s'appelle un exercice et dure, dans

l'état actuel de notre législation, une année (1). Le bénéfice devrait donc représenter l'augmentation du capital au cours d'un exercice. Il faudrait, pour cela, estimer les éléments de l'actif à leur valeur vénale. De telles évaluations, très difficiles à réaliser, pourraient exposer l'entreprise à de graves mécomptes. Dans un bilan ainsi établi, le bénéfice représenterait l'accroissement du capital, mais ce capital serait exposé à des fluctuations (variations des cours, plus-values temporaires) et toute gestion doit, en principe, être prudente.

Inversement, certains éléments du capital, comme les frais de constitution, n'ont de valeur que pour l'entreprise considérée. Il serait nécessaire de les déduire du bénéfice brut dès le premier exercice, ce qui constituerait une charge trop lourde. On distingue donc, généralement, trois sortes de bilans (2) :

— le bilan de gestion ou d'exploitation, le seul qui intéresse l'entrepreneur. « Ce bilan est exerciciellement tiré de la comptabilité et dressé, dans un but de gestion ou d'exploitation, comme la comptabilité elle-même, afin d'en donner le résultat : bénéfice ou perte, celle-ci est l'exception ou l'accident dans une affaire bien préparée (3) » ;

— le bilan de valeur actuelle : chaque poste de l'actif est évalué « au prix marchand » (Delaporte).

(1) Sous l'ancien régime la durée légale était de deux années.

(2) Cf. Delaporte, les bilans. *Le Commerce*, oct. 1929.

(3) Même référence.

Le résultat de ce bilan n'est plus le bénéfice. C'est une situation nette « qui englobe plusieurs facteurs et qui ne veut donc être exprimée par un chiffre global vide de sens, mais qui doit être divisé en ses facteurs : plus-values, bénéfices potentiels, bénéfices » (1) ;

— le bilan de liquidation qui fait état de certaines pertes à la liquidation de l'actif. Ce bilan est utilisé, dans les sociétés anonymes pour calculer la valeur intrinsèque des actions. Il pourrait faire apparaître l'augmentation ou la diminution du capital réel (1). Mais il faudrait tenir compte des prélèvements effectués à la fin de chaque exercice.

SECTION I. — *La détermination du bénéfice brut* (2).

Le bénéfice brut représente le profit qui est issu du volume des affaires traitées : c'est le bénéfice normal, toute plus-value réalisée sur les capitaux investis dans les immobilisations, par exemple, ne représente qu'un profit accidentel. Il résulte de l'activité de l'entreprise. Nous avons déjà vu qu'il était possible de calculer le chiffre en pratiquant une dérivation sur le flux des capitaux (inventaire per-

(1) On distingue le capital nominal, solde du compte « capital » du capital réel, montant des valeurs investies dans l'entreprise. Le capital réel = actif réel — passif exigible.

(2) Ces notions, exposées ici pour permettre l'intelligence de notre thèse à des étudiants qui ignorent la comptabilité, se trouvent dans la plupart des traités élémentaires.

manent) ou en arrêtant l'activité de l'entreprise (inventaire intermittent).

I. — *La permanence de l'inventaire.*

Le système de la permanence de l'inventaire permet, comme son nom l'indique, d'obvier à l'inconvénient de l'inventaire périodique et d'obtenir, pour chaque opération, le bénéfice ou la perte qui en résulte. On utilise un compte unique « marchandise » ou « telle marchandise » (ou tout autre compte). Le débit de ce compte est constitué par les prix de revient des marchandises vendues. Au crédit on porte, pour chaque vente, le prix de revient de l'article. La différence entre le prix de vente et le prix de revient, soit le bénéfice brut est immédiatement inscrite au crédit d'un compte « résultats » ou « bénéfices sur ventes » ou autre (1).

Théoriquement, en ouvrant un compte à chaque espèce de marchandises on pourrait dégager immé-

(1) Au bilan le côté gauche représente les biens que possède l'entreprise et le côté droit les dettes. Le capital net est la différence entre l'actif et le passif. On l'inscrit au passif, pour obtenir l'égalité des deux côtés du bilan (bilan = balance). Le bénéfice ou la perte de l'exercice seront donnés par la variation de ce capital net. Mais le compte « capital » est généralement invariable et on note les profits et les pertes dans des sous-comptes.

On peut donc distinguer les comptes de valeurs qui sont des étiquettes posées sur des biens concrets ou représentent des créances ou des dettes et les comptes de résultats, subdivisions du compte de capital net. Si l'on extrait les comptes du bilan pour leur consacrer une ou plusieurs pages au grand livre, les comptes de l'actif augmentent à gauche (doit) et diminuent à droite (avoir) et les comptes du passif jouent en sens inverse. Les résultats, qui augmentent le capital, sont portés à droite et les pertes à gauche.

diatement les résultats de l'exploitation : ex. « soieries », « lainages »... Mais la méthode de la permanence de l'inventaire ainsi conçue constitue « un idéal fixe vers lequel on doit tendre sans pouvoir l'atteindre rigoureusement » (1). Il serait nécessaire de connaître, au moment de la vente, le prix de revient de la marchandise et le calcul de ce prix ne peut être fait à cet instant. Il faudrait, en effet, que tous les frais soient connus et portés en compte avant la vente pour la détermination du prix de revient. S'il pourrait en être ainsi des frais sur achats, dans certains cas, les frais de vente ne feront bien souvent l'objet que d'une évaluation approximative. De plus toutes les retenues, remises, escomptes consenties par les fournisseurs devraient être portées en compte avant les ventes. S'il y a plusieurs branches d'exploitation, une répartition de tous les éléments serait nécessaire, répartition très compliquée qui pourrait être effectuée en prenant pour base les quantités, les prix...

En admettant que les calculs aient permis la détermination exacte du prix de revient, on se heurterait à l'obligation, en comptabilité, d'utiliser des nombres simples. Or, les nombres obtenus comporteraient plusieurs décimales.

Les prix d'achat des marchandises varient fréquemment. Souvent, chaque rentrée du stock en magasin est effectuée à des prix différents. Le mou-

(1) Quesnot, *Administration financière, méthodes comptables et bilan*. Dunod, éd. 1933.

vement des sorties et celui des rentrées ne correspondent aucunement. On se trouverait dans l'obligation, si l'on voulait obtenir un prix de revient exact d'effectuer le calcul pour chaque achat de marchandise.

Dans l'industrie, la comptabilité du magasin des matières premières est tenue suivant la méthode de la permanence de l'inventaire. Mais on a renoncé, pour les sorties, à calculer — sauf dans des cas très rares — le prix de revient exact. On utilise des procédés (prix de revient moyen, méthode de l'épuisement des stocks...) qui donnent un résultat approché.

Toutes les maisons qui tiennent une comptabilité matières (1) ont pu constater que le montant des marchandises restant en magasin correspondait rarement avec les chiffres donnés par les fiches de stocks. Il faut tenir compte du coulage, des déchets...

La méthode de la permanence de l'inventaire ne peut donc fournir, dans la plus grande partie des cas où elle est utilisée, que des résultats approximatifs.

II. — *L'intermittence de l'inventaire.*

Le système le plus simple consiste à porter au crédit du compte « Marchandises », les prix de vente

(1) La comptabilité matières détermine les quantités de marchandises existant en magasin en faisant abstraction de leur prix. Elle peut être tenue sur des fiches, le plus souvent une fiche par article, comportant une colonne pour les entrées, une pour les sorties, une pour l'inventaire permanent.

des objets vendus et au débit de ce compte les prix de revient. A l'inventaire le récolement des marchandises fournira le chiffre des stocks en magasin. Si le stock de l'année précédente et les achats se montent à 1.800.000 fr., par exemple, les ventes à 2.000.000 et le stock en magasin à 300.000 fr., le bénéfice brut = Ventes + stock actuel — Achats — Stock à la fin de l'exercice précédent. = $(2.000.000 + 300.000) - 1.800.000 = 500.000$ fr. Mais les chiffres portés au débit et au crédit du compte « Marchandises » n'auront aucun sens. Ils ne donneront aucune indication sur le chiffre d'affaires (montant net des ventes). Un premier progrès consiste à le diviser en deux sous-comptes : « Achats » et « Ventes », où il sera possible d'enregistrer séparément toutes les opérations relatives aux achats et celles ayant trait aux ventes. Ces comptes, à leur tour, peuvent être fractionnés en autant d'autres sous-comptes qu'il est nécessaire pour suivre les divers mouvements relatifs aux marchandises (es-comptes et rabais ou rabais sur achats et rabais sur ventes, frais sur marchandises ou frais sur achats et frais de vente...).

A l'inventaire, il suffira de virer le solde de ces

(1) Le compte « marchandises », compte de l'actif, augmente à gauche (doit ou débit) et diminue en sens inverse (avoir ou crédit). Les rendus sur ventes, qui augmentent le stock des marchandises, les frais de vente qui diminuent le prix de vente seront portés à gauche (débit) avec les achats. De là l'impossibilité de trouver, sans procéder à des recherches le montant net des ventes (chiffre d'affaires).

divers comptes dans « Achats » et « Ventes » pour obtenir le montant net des achats et des ventes. Le stock actuel apparaîtra au bilan, à l'actif (valeur réalisable). Le bénéfice brut est viré dans un compte « Exploitation » (ou tout autre compte).

Le montant des ventes est déterminé par l'enregistrement de toutes les factures expédiées aux clients ; celui des ventes au comptant est contrôlé aisément à l'aide de fiches de débit ou de caisses enregistreuses. Les achats faits à crédit ou tout au moins au comptant d'usage donnent lieu à une facture, de même que les retours de marchandises, les escomptes et rabais. Les soldes des comptes « Achats » et « Ventes » résultent donc de l'inscription sur des livres, de sommes portées sur des documents commerciaux. Toute erreur ne peut provenir que d'une omission ou, inversement, de documents portés deux fois en compte (1).

Mais, indépendamment de toute idée de malversation, le montant des ventes et celui des achats résulte d'une opération mécanique : l'enregistrement des factures (ventes à crédit) ou des débits au comptant.

Au contraire, l'évaluation des stocks à l'inventaire a donné lieu à de nombreuses controverses jusqu'au moment où la loi a imposé une solution

(1) Les fraudes qui affectent le compte « Exploitation » sont fréquentes : factures non enregistrées ou enregistrées deux fois ou falsifiées (quantités et prix), frais de vente majorés, commissions occultes, omission de rabais... Cf. J. Reiser, *L'organisation et la technique des vérifications comptables*. Dunod.

équitable. Les principales théories proposées pour résoudre le problème sont d'autant plus intéressantes qu'elles pouvaient être appliquées avant 1940 et le montant du bénéfice dépend de la manière dont l'inventaire des stocks était effectué.

1^o *Système du prix de revient*. — Ce système, nous l'avons vu, est à la base de l'application de la permanence de l'inventaire. Le prix de revient n'est pas influencé par les variations des cours des marchandises. Il constitue donc une base stable pour leur évaluation.

Cependant, la valeur actuelle des marchandises peut être très différente de leur prix de revient, surtout si celles-ci sont en magasin depuis un temps assez long. On peut objecter que si les cours actuels sont supérieurs au prix de revient, le bilan fait état d'une situation inexacte et l'évaluation révèle la constitution d'une réserve occulte. Si au contraire les cours sont tombés au-dessous, le bilan est frauduleux — dans une société — puisqu'il fait apparaître un actif fictif.

Pratiquement nous avons déjà examiné les difficultés rencontrées pour l'obtention d'un prix de revient exact. Indépendamment du prix de revient calculé pour chaque achat de marchandises, il faut tenir compte des ventes qui ne correspondent pas aux achats. Le système, s'il est utilisé, ne pourra donner que des résultats approchés.

2^o *Système du cours actuel*. — Il serait utilisé si le

bilan devait être un bilan de valeur actuelle. La valeur des marchandises est en effet, déterminée par les cours du marché.

Mais cette méthode présente des inconvénients graves. Le cours du jour n'est pas le prix de vente de la marchandise. Le jour de l'inventaire les cours peuvent être très élevés, et le bénéfice brut qui en résultera sera considérable. Quelque temps après une baisse peut survenir. S'il s'agit d'une société qui se base sur le bénéfice ainsi obtenu pour opérer une distribution importante ou d'un commerçant qui opère un prélèvement anormal, la méthode deviendrait dangereuse.

La jurisprudence, en cette matière, refuse depuis longtemps de considérer comme un bénéfice, toute plus-value dont la réalisation n'est pas certaine. Ici, la réalisation de la plus-value des stocks est hypothétique.

3^o *Système de la double évaluation.* — Ce système était proposé essentiellement par des juristes qui le tenaient pour le seul exact au point de vue juridique (1).

Il est basé sur deux principes :

— les marchandises n'ont qu'une valeur : la valeur d'échange. C'est donc le cours du jour qui doit servir de base à leur évaluation ;

(1) Cf. Charpentier et Hamelin, *Traité pratique des bilans et des inventaires*. Berger-Levrault, p. 172 ; Houpin et Bosvieux, *Traité des Sociétés*, n^o 1323.

— mais les plus-values qui apparaissent ainsi ne peuvent être considérées comme des bénéfices.

Pour concilier ces deux principes les marchandises pourraient être évaluées au cours du jour, ce qui donnerait un bilan exact. En contrepartie figurerait au passif une provision, montant des plus-values non réalisées.

Cette « fiction simultanée d'actif et de passif » (Quesnot) fait apparaître la valeur réelle du stock et son prix de revient. Mais cette provision pourrait être confondue avec les autres réserves distraites du bénéfice et MM. Charpentier et Hamelin proposent de la nommer « Profits et pertes à réaliser ». En réalité la distinction entre réserves et provisions est assez nette. Dans ce système comme dans les autres examinés, tout dépendra de la manière dont le stock sera évalué, ce qui nous ramène à notre point de départ. D'autre part, il dévoile le montant exact des stocks dont dispose l'entreprise et tous les commerçants se refuseraient à publier des chiffres précis qui pourraient fournir à leurs concurrents des indications précieuses.

4^o *Le système du plus bas prix.* — Il a été adopté depuis longtemps par des législations étrangères (1) et il était préconisé en France. Les marchandises sont inventoriées au prix de revient ou au cours du jour, si le cours du jour est inférieur au prix de revient. La méthode est plus prudente. Mais « le prix

(1) Code de commerce allemand et code fédéral suisse de 1883.

du marché » n'est que momentané. M. Batardon fait remarquer que les deux premiers procédés répondent à des conceptions différentes de l'inventaire. L'évaluation au cours du jour détermine « la situation actuelle de l'entreprise, c'est-à-dire la richesse de cette dernière au moment où elle établit son bilan » (1).

Le bilan se rapprocherait beaucoup du bilan de liquidation. Encore faudrait-il prévoir dans bien des cas les rabais à consentir au cours de la liquidation, et toujours les frais qui résultent de la vente, même en bloc, des marchandises.

Dans la pratique, sauf pour les sociétés anonymes, aucun texte ne réglementait, jusqu'en 1940, la manière dont l'inventaire des marchandises devait être effectué. Tout dépendait donc du montant du bénéfice que l'entrepreneur voulait faire apparaître. Certaines maisons, très importantes, avaient pris pour habitude de pratiquer des abattements massifs sur le montant de leurs stocks. Ceux-ci ne figuraient au bilan que pour la moitié, quelquefois le tiers de leur valeur réelle. Cette pratique avait pour résultat de dissimuler aux actionnaires et aux concurrents le montant réel de l'actif.

Les sociétés anonymes devaient adopter des méthodes d'évaluation immuables. Mais l'assemblée générale, après avoir pris connaissance des motifs exposés dans les rapports des commissaires aux

(1) *Les Sociétés commerciales*, 9^e édition, 1938, p. 696. Dunod.

comptes, pouvait approuver les modifications apportées à ces méthodes. Si les procédés d'évaluation étaient les mêmes, les résultats successifs n'étaient guère différents de la réalité. Seul le fisc aurait pu être lésé. Si un exercice bénéficiaire est suivi d'un autre qui fait apparaître une perte, cette perte est déductible des bénéfices ultérieurs. Mais l'Etat perdrait l'impôt qui aurait dû être perçu sur le bénéfice précédent qui n'a pas été déclaré par suite de la sous-évaluation des stocks.

Le décret du 30 janvier 1941 impose le système d'estimation au plus bas prix (art. 3). L'évaluation du stock existant à la clôture de l'exercice est établie au cours du jour ou au prix de revient si ce dernier est inférieur au cours du jour. C'est le montant du stock ainsi déterminé qui doit être pris en charge par la comptabilité et ressortir du bilan.

Ce décret imposait aussi la réévaluation des stocks pour les entreprises qui n'appliquaient pas ce système. Le premier à réévaluer était celui existant au dernier inventaire dressé avant le 1^{er} septembre 1939. Cette opération dans la plupart des cas a déterminé une plus-value. Celle-ci ne devait pas être incorporée dans l'exercice 1940, mais fractionnée en cinq tranches à ajouter au bénéfice comptable des exercices de 1940 à 1944. Cette plus-value, frappée de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, peut être affectée à la compensation des pertes de l'exercice clos avant 1940 ou de l'un des exercices suivants et est exclue des bases du prélè-

vement temporaire sur les excédents de bénéfices.

Le décret du 30 janvier 1941, faisant suite à celui du 24 avril 1940 et à celui du 13 février 1939 visant les provisions pour renouvellement des stocks a apporté une innovation importante en matière de comptabilité. Son but principal est d'ailleurs la constitution des provisions pour renouvellement des stocks. Jusqu'ici il existait seulement quelques rares textes légaux concernant la comptabilité. Seule importait la déclaration d'impôts que le commerçant devait justifier avec sa comptabilité. Ces décrets imposent la tenue de certains comptes et annoncent par leur esprit la normalisation légale des comptabilités.

SECTION II. — *La détermination du bénéfice net.*

Le bénéfice brut ressort du compte « Bénéfices sur ventes », si l'on utilise le système de la permanence de l'inventaire ou « Exploitation », « Ventes » si l'on a recours à l'intermittence de l'inventaire. Le solde de ces comptes est viré dans « Pertes et profits » ou « Résultats de l'exercice » (ou tout autre compte). A ce bénéfice vont être incorporés les profits divers, en général peu importants (1). L'opération principale est la déduction des pertes et des charges de l'entreprise et la constitution des provisions.

(1) Etude faite avant la parution du plan comptable officiel (actuellement en préparation).

I. — *Les profits divers.*

Ils peuvent provenir de l'activité de l'entrepreneur. Ce sont des gains qui sont réalisés en dehors de la branche principale de l'exploitation : achat et vente des marchandises.

La plupart des entreprises possèdent, en portefeuille, des titres. Ces valeurs peuvent être réalisées rapidement en bourse ou remises en garantie à une banque et permettent de remédier à une crise de trésorerie. Elles donnent, d'autre part, un certain revenu. Mais le problème de leur évaluation, comme pour les stocks, donne lieu à des divergences de vues (1). Il est impossible d'assimiler les titres à des marchandises. Dans la plupart des cas ils ont été acquis pour réaliser un emploi momentané et fructueux des fonds disponibles. Ils ne constituent pas l'objet d'un commerce. Cependant, certains établissements achètent et revendent des valeurs mobilières dans un but de spéculation.

Une partie du portefeuille peut être constitué par des participations financières (actions de filiales ou d'autres sociétés). Même dans le cas où ces titres feraient l'objet de spéculations de la part du chef d'entreprise, ils ne peuvent être assimilés à des marchandises ; ce sont des marchandises d'un genre spécial (risque).

Les principaux systèmes adoptés pour leur évaluation sont les suivants :

(1) Cf. not. Chavenau, *Les bilans*. Rousseau, p. 104 ; Batardon, *L'inventaire et le bilan*. Dunod, p. 220.

1^o *Evaluation au prix de revient.* — C'est le procédé adopté par la Banque de France et par la plupart des compagnies d'assurances qui ont en portefeuille des titres qui présentent certaines garanties. Il serait dangereux d'estimer au prix de revient des valeurs qui sont sujettes à des fluctuations de cours assez importantes.

2^o *Evaluation au cours du jour.* — Ce système semble rationnel puisqu'il fait apparaître au bilan le portefeuille pour son montant réel au jour de l'inventaire. C'est le système adopté par la plupart des grands établissements de crédit. Il peut être utilisé s'il s'agit seulement de valeurs de premier ordre. Pour les valeurs de spéculation, on ne peut faire état des plus-values temporaires qui seraient incorporées dans le bénéfice, mais ne se réaliseraient pas si les valeurs subissaient une baisse.

3^o *Evaluation au cours moyen.* — Du dernier mois, de l'année. Ce procédé permet de limiter l'effet des manœuvres de bourse destinées à provoquer une hausse ou une baisse artificielle sur certains titres. De même, il peut faire apparaître un bénéfice qui n'est pas acquis définitivement.

4^o *Evaluation raisonnée.* — Elle résulte de l'étude financière de l'entreprise envisagée. Le système peut être utilisé pour les participations. Pour les autres sociétés les renseignements précis feront souvent défaut.

La méthode la plus prudente consiste à évaluer au plus bas prix (prix de revient ou cours du jour) les titres cotés et au prix de revient les titres non cotés. Si l'évaluation ainsi comprise fait apparaître un profit, celui-ci sera porté au crédit du compte de profits et pertes. Toutefois il est prudent de constituer une provision en vue de parer aux dépréciations éventuelles du portefeuille, dues à une chute des valeurs en bourse, dès que ce dernier atteint une certaine importance (1).

Les valeurs immobilisées peuvent, comme les marchandises, être susceptibles de plus-values dues :

— soit à un phénomène de rente : construction d'une ligne de chemin de fer, développement d'une ville ;

— soit à une dévaluation de la monnaie. Dans ce cas elles ne sont qu'apparentes.

S'il s'agit d'un phénomène de rente, il semble que l'on ne doive pas faire état de l'augmentation de valeur d'un immeuble, si la plus-value n'est pas réalisée, c'est-à-dire si l'immeuble n'a pas été vendu.

La dévaluation de la monnaie, après la guerre de 1914-1918, a posé le problème du déséquilibre des bilans ; dans les entreprises existant avant la déva-

(1) Les sociétés d'assurances sur la vie sont tenues d'employer une partie importante de leurs réserves mathématiques à l'achat de certains titres. L'inventaire de ces titres est soumis à des règles strictes.

luation les immobilisations étaient portées en francs-or et les marchandises en monnaie dévaluée. La circulaire du 25 janvier 1930 autorise la réévaluation des immobilisations, au point de vue fiscal. Mais la plus-value qui en résultait devait être portée dans un compte de réserve spécial (c'est-à-dire en augmentation du capital net). La même solution pourrait être adoptée si l'accroissement de valeur due à un phénomène de rente est effective et durable.

Les plus-values provenant de la hausse de tout élément du capital fixe et celles qui résultent de l'estimation d'un élément du capital circulant ne peuvent être assimilées. Les deuxièmes se traduisent, à une échéance plus ou moins éloignée, par l'augmentation des disponibilités : caisse ou banque. Les premières sont rarement réalisées puisque les valeurs sont, comme leur nom l'indique, immobilisées. Une société anonyme, par exemple, ne pourrait faire état pour distribuer un dividende plus élevé à ses actionnaires de la plus-value constatée sur les immeubles. Les fonds de roulement s'en trouveraient diminués et il serait peut-être nécessaire de transformer les valeurs disponibles en valeurs réalisables ou de contracter un emprunt. En réalité, surtout si cette augmentation de valeur provenait d'une dévaluation monétaire, le bénéfice ainsi distribué serait un bénéfice fictif (1). Elle ne peut, de

(1) Cf. l'étude de M. Caquas dans le *Bulletin de la Compagnie des Experts comptables de Paris* brevetés par l'Etat, mars 1939 ;

même, être utilisée pour compenser les pertes. Mais les entreprises à forme unitaire ou les sociétés par intérêt qui ne sont pas exposées au délit de faux bilan pourraient-elles faire état de bénéfices de cette nature ? Ce serait aller à l'encontre de leurs intérêts puisque, nous l'avons montré, un prélèvement effectué sur de telles bases diminuerait le fonds de roulement. De même, dans les sociétés par actions, beaucoup d'auteurs se refusent à admettre l'augmentation de capital par incorporation des plus-values non réalisées sur les immobilisations. Cette pratique permettrait, en effet, de tourner la loi en procédant d'abord à une augmentation de capital dont le montant serait pris sur cette réserve occulte puis à un remboursement aux actionnaires sous forme de réduction de capital, ce qui reviendrait à distribuer cette plus-value.

II. — *Les charges de l'entreprise.*

Il est possible d'assigner aux charges de l'entreprise une origine différente : les unes proviennent de la nécessité de reconstituer le capital investi, les autres de l'activité même de la maison (frais), d'autres découlent de la nécessité de rémunérer le capital emprunté (intérêts) ou résultent d'accidents fortuits (pertes diverses).

1^o *Les amortissements comptables.* — Il n'entre pas

Rousselet et Patin, *Délits et sanctions dans les sociétés par actions*. Sirey, p. 208-209 ; Caujolle, *Le droit pénal des affaires*. Dalloz, 1942, p. 93.

dans le cadre de notre travail d'étudier d'une manière détaillée les amortissements. On distingue les amortissements financiers et les amortissements comptables des immobilisations. « L'amortissement comptable ou industriel n'est autre chose que la constatation d'une dépréciation. L'amortissement financier peut être défini : l'extinction graduelle d'une dette (1). » Les amortissements des immobilisations sont considérés comme une charge lorsqu'il correspondent à une nécessité et doivent être effectués en l'absence de bénéfices.

« L'amortissement est une constatation de dépréciation et d'usure consommée, qui entraîne une opération de récupération financière pour conserver à un actif sa valeur (2). » Il se traduit donc par la constatation d'une diminution du montant des immobilisations et l'affectation dans les fonds de roulement — postes disponibles et réalisables — d'une somme égale au montant de cette dépréciation. La notion d'amortissement est distincte de celle de prix de remplacement « le prix de renouvellement est inconnu, puis des événements peuvent survenir qui font que ce renouvellement est inutile » (3). Le prix de renouvellement se compose de l'amortissement et d'une provision constituée dans ce but par des prélèvements sur les bénéfices, si les variations des prix l'exigent.

(1) Batardon, *Les sociétés commerciales*, éd. cit., p. 496.

(2) Delaporte, *Le prix de revient*, éd. cit., p. 47.

(3) Delaporte, *Le prix de revient*, p. 51.

Il apparaîtrait donc logique de calculer l'amortissement en tenant compte de l'intérêt produit par les sommes mises en réserve dans l'actif pour compenser la dépréciation des immobilisations. C'est « l'amortissement rationnel ». « Il est plus équitable, donne une annuité constante mieux en rapport avec l'intérêt et permet une récupération plus forte parce que l'on y tient compte de l'intérêt des fonds investis (1). » Cette théorie rejoint, d'ailleurs, l'étude économique de « l'inducement to invest ».

Dans la pratique, les modes de calcul de la quotité de l'amortissement sont plus simples. Ils se ramènent à trois principaux :

— différence entre le chiffre porté au bilan et l'estimation pratiquée lors de l'inventaire ;

— amortissement normal : prix de revient des immobilisations divisé par leur durée probable ;

— amortissement décroissant : valeur actuelle des immobilisations (= prix de revient — amortissements déjà pratiqués) divisée par la durée probable.

Le deuxième est le plus usité. Le taux d'amortissement est le pourcentage à amortir chaque année. Dans le cas de l'amortissement normal il est fonction de la durée probable des immobilisations.

Ces calculs sont effectués d'une manière arbitraire. Mais, dans le domaine des affaires, les calculs rigoureusement exacts sont, le plus souvent, démentis par la réalité.

(1) Même référence, p. 54.

L'amortissement des « comptes morts » — frais de constitution, frais de premier établissement — a un autre but. Ce sont des dépenses nécessitées par la constitution de l'entreprise, de la société. Il ne s'agit pas d'immobilisations susceptibles d'être vendues séparément. Mais, si l'affaire changeait de propriétaire ou était transformée en société, certains débours seraient évités. Certains d'entre eux (publicité) augmentent la valeur du fonds de commerce. Leur inscription à l'actif est donc légitime. Mais ces dépenses ne doivent pas gréver uniquement le premier exercice. Il est équitable de les déduire du bénéfice par fractions successives. Ces comptes de frais à amortir qui trouvent leur place dans un bilan d'exploitation mais ne peuvent figurer dans un bilan de liquidation, sont souvent dénommés « actif fictif » (1). Si le bilan d'exploitation est dressé en fonction de la capacité productive, leur inscription à l'actif est légitime et ils représentent un actif réel.

La quotité des amortissements est surveillée par l'Administration des Contributions directes. Tout amortissement trop élevé sur les immobilisations diminuerait d'autant le bénéfice imposable. Mais le bénéfice comptable et le bénéfice fiscal ne sont pas, nous le verrons, souvent identiques. Les entreprises dont la gestion est normale font subir à leurs immo-

(1) Aucune disposition législative ne règle, jusqu'à ce jour l'amortissement de ces comptes, sauf pour les sociétés d'assurance pour la vie où le taux est fixé à 1/15^e. Le code fédéral suisse limite leur durée à 5 ans, au maximum.

bilisations un amortissement raisonnable. Celles qui désirent dissimuler une situation difficile pratiqueront des amortissements insignifiants. D'autres, au contraire, très prudentes, utiliseront une partie de leur bénéfice à augmenter l'amortissement créant ainsi une réserve occulte. Ces amortissements ne sont pratiqués que lors de la répartition des bénéfices. Si l'amortissement est très rapide et que certaines immobilisations figurent au bilan pour 1 fr. alors qu'elles ont une valeur réelle considérable, le bénéfice qui ressortira des exercices ultérieurs ne sera pas exact. Il devrait être augmenté de l'amortissement qui aurait dû être pratiqué et qui l'a été effectivement au cours des exercices antérieurs. Il en est de même pour les entreprises qui portent les frais d'installation ou de constitution dans les frais généraux du premier exercice. Même dans une affaire gérée prudemment la manière dont les immobilisations peuvent être amorties est très variable et, par suite, le chiffre du bénéfice net peut être modifié en conséquence.

Les frais généraux constituent le plus souvent la déduction la plus lourde subie par le bénéfice brut. Dans les entreprises commerciales on y comprend les salaires, s'ils sont relativement peu élevés pour faire l'objet d'un compte séparé. Les dépenses d'entretien ou de réparations des immobilisations sont considérées comme des frais généraux. Si ces dépenses augmentent la valeur des immobilisations il faut porter au débit du compte intéressé la différence

entre la valeur nouvelle et l'ancienne. Le surplus sera noté dans les frais généraux. Mais la discrimination est souvent difficile à faire. Certaines entreprises portent la totalité des dépenses dans les frais généraux ou dans le compte d'immobilisation et le bénéfice se trouve augmenté ou diminué d'autant.

De même, pour dissimuler des pertes il est possible de porter dans les frais de constitution ou dans les frais de premier établissement des charges qui, normalement, devraient être inscrites dans le compte de frais généraux. Cette pratique constitue une fraude. En général ces frais sont déduits intégralement du bénéfice et leur justification est assez aisée dans la plupart des cas (fiches de paie, quittances...). Une rectification des frais est effectuée à l'inventaire de manière à imputer à chaque exercice la part qui lui revient. Elle donne lieu à des comptes transitoires qui apparaissent au bilan : frais payés d'avance, approvisionnements, frais à payer...

L'amortissement financier est défini par M. Bataillon « l'extinction graduelle d'une dette ». Cette définition semble exclure de l'amortissement financier l'amortissement du capital actions. Cependant, si l'on fait état de la théorie de la personnification des comptes (1), le capital actions peut être consi-

(1) Sur les diverses théories comptables cf. Demur, *Le comptable*, librairie de l'enseignement technique. Eyrolles, exposé succinct mais très clair des principales théories avec une bibliographie intéressante.

déré comme une dette contracté par le gérant envers le capitaliste. Pour M. Batardon, les obligations représentent une dette, le capital actions constitue la garantie des tiers. L'amortissement du capital est une opération « analogue » à l'amortissement financier, mais ne saurait être considérée comme tel.

L'amortissement des emprunts obligations équivaut à un remboursement. Dans certains cas le remboursement a lieu d'ailleurs, en bloc (système américain). Le plus souvent il est effectué par annuités constantes comportant l'intérêt des obligations non amorties et un amortissement. Si l'emprunt a été utilisé à l'achat d'immobilisations l'entreprise aura intérêt à faire correspondre la durée de ces immobilisations avec celle de l'emprunt. Il sera possible d'affecter au remboursement les sommes provenant de l'amortissement des éléments ainsi acquis. Dans ce cas le calcul peut être effectué à intérêts composés.

Le remboursement de l'emprunt peut être opéré :

- par prélèvements sur les fonds de roulement ;
- par prélèvement sur les bénéfices (1).

L'amortissement prélevé sur les bénéfices laisse intactes les sommes provenant de l'amortissement comptable. Il aboutit à la constitution, au passif du bilan, d'une véritable réserve. Il serait inutile, dans ce cas, de contracter un nouvel emprunt pour

(1) Cf. Jeannin, *La vie financière des sociétés*. Delagrave.

renouveler les immobilisations les sommes nécessaires ayant été mises en réserve.

Dans tous les cas, l'amortissement de la prime de remboursement s'il y a lieu et les intérêts servis aux obligataires doivent être prélevés sur les bénéfices. Ils apparaissent comme la rémunération d'un certain capital investi dans l'entreprise. Quant aux sommes nécessaires pour le remboursement de l'emprunt, elles ne peuvent être comprises dans le compte de profits et pertes que si l'opération ayant eu pour objet l'acquisition d'immobilisations, aucun amortissement comptable n'a été opéré sur ces dernières. Si l'entreprise opère différemment et constitue une réserve qui apparaîtra dans un compte « Obligations amorties » le montant du bénéfice net à l'inventaire sera moins élevé.

Les pertes diverses sont déduites du bénéfice si elles sont certaines : débiteur insolvable, sinistre ayant occasionné la perte partielle ou totale d'un élément de l'actif. Les pertes probables peuvent donner lieu seulement à la constitution d'une provision. Si un client est déclaré en faillite la perte ne pourra être constatée que lorsque l'entreprise connaîtra la somme qui lui est attribuée en représentation de sa créance.

Les provisions (1) : la distinction entre réserves et provisions est assez subtile, à tel point que beaucoup d'auteurs désignent par réserve la totalité des provisions.

(1) Cf. Quesnot, *Administration financière...*, éd. cit.

Les provisions sont constituées en vue de parer à un risque connu. Les réserves, au contraire, viennent « accroître par l'épargne les moyens d'action de la société et sa puissance en augmentant réellement et effectivement son capital ».

Par suite, les provisions sont portées au débit du compte de profits et pertes : pour déterminer le bénéfice net il faut faire état de ces risques, de ces dépenses. Lorsque le montant du bénéfice est connu, une partie pourra être mise en réserve. Au point de vue fiscal, la distinction est très nette : les provisions ne sont pas taxables à la cédule de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux à la différence des réserves.

Les provisions doivent figurer au passif du bilan, mais leur substance dans l'actif doit se trouver dans les valeurs disponibles ou, à la rigueur, immédiatement réalisable (1).

(1) Il faut distinguer nettement les provisions elles-mêmes de la substance de ces provisions qui se trouve dans l'actif. Si nous supposons deux bilans théoriques où le capital et le passif sont les mêmes :

<i>Bilan (1) année n</i>			
Actif		Passif	
Immobilis.	40	Capital	100
Réalisable	80	Exigibilités	40
Disponible	20		
	<u>140</u>		<u>140</u>

<i>Bilan (2) année n + 1</i>			
Actif		Passif	
Immobilis.	40	Capital	100
Réalisable	84	Pertes et profits	12
Disponible	28	Exigibilités	40
	<u>152</u>		<u>152</u>

Le bénéfice fait donc apparaître une plus-value dans l'actif.

Les risques ou les dépenses futures peuvent, en général être évalués assez aisément : clients douteux, baisse du portefeuille... Mais les dévaluations monétaires ont conduit à envisager un autre risque, consécutif à ces dévaluations. Une entreprise possède un matériel automobile, par exemple qui lui revient à 500.000 fr. L'amortissement s'étend sur une période de cinq années. A la fin de cette période l'amortissement régulièrement pratiqué fait apparaître dans l'actif une somme de 500.000 fr. (1). Mais par suite de la hausse des prix l'acquisition d'un nouveau matériel nécessite une dépense de 800.000 fr. Il en est de même pour les stocks. Une entreprise gérée normalement constituerait, chaque année une provision basée sur la hausse des cours. Cette provision n'est pas un amortissement supplémentaire puisqu'elle est établie en fonction de l'instabilité monétaire et non l'usure du matériel. Si la hausse constatée au cours de la première année est de 20 % la provision sera de $\frac{500.000 \times 20}{100 \times 5}$.

Bien des entreprises avaient prévu ce risque et tenaient leur comptabilité en conséquence. Les décrets du 13 février 1939 du 24 avril 1940 et du 30 janvier 1941 ont consacré cette pratique au point

Si, dans le bénéfice, 2 unités sont distraites pour constituer ces provisions, celles-ci auront leur origine dans une plus-value de l'actif qui constitue la substance de ces provisions.

(1) Il en est des amortissements comme des provisions : ils ont leur contre-partie dans l'actif.

de vue fiscal en autorisant la déduction des fonds pour renouvellement du matériel et de l'outillage des bénéfices taxables à la cédule de l'impôt sur les B. I. C. L'administration a fixé les bases sur lesquelles la provision devait être calculée (nombres indices) (1).

Les effets en portefeuille doivent figurer au bilan pour leur valeur actuelle. Dans ce but il est nécessaire de créer un compte de transition « Réescompte du portefeuille » qui figure au passif du bilan. Le bénéfice est donc diminué du réescompte. Mais cette écriture ne présente un intérêt que pour les maisons qui possèdent un portefeuille effets d'une certaine importance : les banques, les maisons de commission.

On a voulu, par contre, faire état d'une diminution des effets à payer. La plupart des auteurs s'y opposent : les effets à payer ne subissent jamais d'escompte. D'ailleurs, l'accroissement de bénéfice qui en résulterait serait taxé par le fisc.

SECTION II. — *Les entreprises industrielles.*

La comptabilité industrielle est dénommée parfois « comptabilité prix de revient ». L'industriel doit surveiller constamment le prix de revient qui doit être inférieur au prix du marché. Dans les

(1) Le montant de la provision est obtenu en multipliant la valeur du matériel ou du stock par un coefficient fixé par le Ministère des Finances et déterminé comme les nombres indices.

industries à fabrications multiples le problème se complique.

Nous avons déjà examiné les éléments constitutifs du prix de revient : matières premières, main-d'œuvre et frais de fabrication. Ici, ces trois éléments doivent être surveillés de très près.

Les matières premières peuvent disparaître par suite de coulage, de pertes accidentelles... De même, malgré les travaux importants effectués dans le domaine de l'organisation scientifique du travail, il est difficile d'évaluer le rendement d'un ouvrier, rendement lié à l'outillage, aux conditions de travail et de vie.

Le calcul des amortissements présente souvent des difficultés réelles. Celui des machines est basé sur leur valeur réelle et sur leur durée. Toute machine qui fait partie d'un plan de fabrication doit être amortie lorsque ce plan est terminé. Les inventions nouvelles obligent parfois l'industriel à abandonner un matériel en très bon état pour en acquérir un autre d'un rendement supérieur : l'amortissement est alors accéléré. « Une dépréciation spéciale existe en dehors de l'usage c'est la désuétude » (1).

Par suite, pour une marchandise donnée, le calcul du prix de revient ne peut être qu'approximatif. L'imputation des frais généraux se fait sur la base de l'expérience précédente : on détermine le rapport des frais généraux à la main-d'œuvre ou

(1) Delaporte, *Le prix de revient*, p. 54.

aux matières premières utilisées. Des rectifications sont effectuées à l'inventaire. Les calculs sont assez délicats et font de la comptabilité prix de revient une technique assez difficile.

Comme dans la comptabilité commerciale, le prix de revient détermine le bénéfice brut et le bénéfice net. L'influence est ici beaucoup plus sensible. Parfois les matières premières ne représentent qu'une part infime de la valeur du produit fabriqué, les éléments provenant de l'entreprise elle-même : main-d'œuvre, brevets, amortissements...

M. Chaveneau signalait la tendance des industriels à enfler les prix de revient « par des artifices divers » parmi lesquels des amortissements considérables. D'autre part, les comptes qui concourent au compte « fabrication » étaient éminemment propices à la dissimulation des bénéfices qu'on désirait soustraire à la vue du fisc, d'où un second motif de faire entrer dans ce compte tout ce qu'on pouvait » (1).

Nous avons vu la place importante que tient dans la théorie économique des prix « le coût de production ». Le coût de production représente un prix de revient dont le calcul serait très poussé. Théoriquement, ce calcul approximatif n'est pas impossible, en se basant sur l'expérience précédente.

Au point de vue général, dans l'économie dirigée, la taxation des prix est faite sur la base des prix

(1) *Les bilans*, éd. cit., p. 74.

de revient. Cette question revêt alors une importance capitale.

Le prix de revient, dans les entreprises industrielles apparaît dans le compte « Fabrication ». Les objets fabriqués sont ensuite portés en valeur dans un compte de stock : magasin des produits fabriqués » (par exemple). Lors de la vente, le compte « Ventes » est débité du prix de revient et crédité du prix de vente. Son solde exprimera le bénéfice brut. Celui-ci est viré dans un compte de Profits et pertes.

Indépendamment de toute idée de malversation, le calcul du bénéfice est lié à des évaluations subjectives qui seront influencées par le désir du chef d'entreprise de voir apparaître un chiffre plus ou moins élevé. Ces estimations ne sont pas du ressort de la comptabilité. Ce sont des experts techniques qui, par exemple, lors d'un apport en nature à la constitution d'une société, procéderont à l'évaluation. L'expert comptable peut seulement, si une estimation lui paraît exagérée demander un contrôle par un technicien.

CHAPITRE III

Bénéfice comptable et bénéfice d'entreprise.

Le bénéfice d'entreprise peut être étudié à quatre points de vue différents : juridique, fiscal, économique et comptable. Nous devons essayer de distinguer ces quatre notions de bénéfice.

1^o *Au point de vue juridique.* — Le bénéfice est défini par la jurisprudence « la différence entre l'actif et le passif du bilan » (1). Les bénéfices sont considérés comme des fruits civils acquis au jour le jour et non pas seulement en fin d'exercice. Ils résultent de la réalisation certaine de valeurs l'encaissement devant être proche. Bénéfice comptable et bénéfice juridique sont deux notions distinctes. La loi est intervenue en matière de sociétés parce qu'elle entendait essentiellement sauvegarder les droits des tiers : obligataires et créanciers. Toute distribution de bénéfice fictif entame le capital social qui est le gage des créanciers. Au point de vue

(1) Civ. 2 février 1914. *Gaz. Pal.*, 4 mars 1914.

comptable le bénéfice est déterminé « en fonction de puissance productive de l'entreprise et de sa valeur de réalisation future, laquelle est subordonnée à sa durée et à la puissance de production » (1). Dans l'un et dans l'autre cas les fins ne sont pas identiques. Au point de vue juridique les bénéfices sont « les produits périodiques de la mise en œuvre du capital » (Charpentier et Hamelin). Au point de vue comptable le bénéfice est un tout homogène qui apparaît comme le solde du compte « Pertes et profits », à la fin de l'exercice. La répartition de ce bénéfice est fixée par l'Assemblée générale, dans les sociétés anonymes, le bénéfice distribuable étant déterminé d'après l'examen du bilan et des principaux comptes. (2)

Cependant, les lois instituées pour la protection de l'épargne ont astreint ces sociétés à présenter leur bilan et leur compte de profits et pertes d'une manière semblable pour chaque exercice, à opérer les évaluations suivant le même procédé. Mais, jusqu'ici, aucune précision n'a été donnée. Le délit de distribution de dividende fictif ne vise pas l'établissement de bilans fictifs « l'inexactitude du bilan revêt ici une forme spéciale : elle doit se traduire par une majoration de l'actif ou une minoration du passif, à telles enseignes que le bénéfice en soit affecté. Mais, même considérée sous cet angle, l'inexactitude

(1) Quesnot, *Administration financière...*, éd. cit., p. 445.

(2) La loi limite provisoirement, la quotité de bénéfice distribuable.

du bilan demeure sans influence sur le délit si, une fois le redressement opéré, le bénéfice réel demeure suffisant pour légitimer la distribution effectuée et si, en conséquence, le capital n'a pas été entamé» (1). La comptabilité pourrait donc, faire apparaître un chiffre faux et redresser ce chiffre, s'il est trop élevé, en virant une partie des sommes dans un compte de réserves. De même le calcul des tantièmes auxquels a droit un administrateur qui quitte ses fonctions en cours d'exercice sort de la technique comptable (2).

2° *Au point de vue fiscal.* — Nous constatons de même des divergences entre le point de vue fiscal et le point de vue comptable. Ainsi, dans les entreprises à forme unitaire, la totalité du bénéfice est soumise à l'impôt. Par contre, dans les sociétés à responsabilité limitée, les associés gérants peuvent déduire une rémunération fixe. Souvent, dans les sociétés de personnes, les associés gérants s'allouent des appointements. Ces appointements ne sont pas compris dans les frais généraux mais portés dans un compte de prélèvements distrait du bénéfice à la fin de l'exercice. Il en est de même pour les entreprises à forme unitaire, où l'exploitant porte dans un compte « Prélèvements » (3) les sommes qu'il retire de l'entreprise en cours d'exer-

(1) Caujolle, *Le droit pénal des affaires*. Dalloz, 1942, p. 93.

(2) Ce calcul est basé sur l'acquisition au jour le jour des bénéfices, considérés comme des fruits civils.

(3) Ou « dépenses personnelles » ou tout autre compte.

cice, ces sommes étant considérées par lui comme sa rémunération. Cette conception est conforme à l'esprit des lois fiscales qui prévoient pour les divers revenus trois taux de taxation différents : le taux le plus élevé pour les revenus des capitaux (intérêt) le plus faible pour les salaires et un taux intermédiaire pour le bénéfice d'entreprise. Le salaire du commerçant eut été difficile sinon impossible à déterminer.

De même le revenu des immeubles dont l'entreprise est propriétaire peut être déduit du bénéfice imposable. Dans ce cas il est impossible de cumuler cette déduction avec l'amortissement de ces immeubles. Les revenus des capitaux mobiliers appartenant à la firme ne figurent pas dans le bénéfice taxable. Ces règles sont établies pour des motifs d'ordre fiscal : les immeubles sont déjà soumis à la contribution foncière et les titres à la taxe sur le revenu des valeurs mobilières.

Par contre, certaines maisons de commerce constituaient en prévision d'une dévaluation de la monnaie, des provisions pour le renouvellement des stocks ou du matériel. Cette pratique n'a été consacrée par les lois fiscales que très récemment.

L'examen de la comptabilité permet aux agents des Contributions directes de vérifier l'exactitude des déclarations. D'autre part le bénéfice net taxable tend de plus en plus à correspondre au bénéfice comptable. Mais l'établissement de l'assiette de l'impôt sur les bénéfices industriels et commer-

ciaux est faite dans l'intérêt de l'Etat, compte tenu des autres impôts, et de la productivité réelle de l'entreprise pendant l'exercice considéré. Au contraire, la comptabilité se place uniquement dans l'intérêt de l'entreprise et tient compte de sa productivité future.

3^o *Au point de vue économique* (1). — La première partie de notre étude nous a permis d'examiner la notion de revenu de l'entreprise ou de bénéfice d'entreprise. Cette notion peut être considérée au point de vue abstrait ou au point de vue concret. On peut aussi se demander par rapport à qui ou par rapport à quoi ce revenu est calculé. Le bénéfice comptable est le montant du revenu concret global de l'entreprise. Mais la science utilise les faits concrets pour établir des lois générales. L'entreprise est pour elle une abstraction. Les bénéfices, tels qu'ils sont déterminés par la comptabilité peuvent apporter une contribution utile à l'étude des phénomènes économiques. Si, de cette étude doivent découler un ensemble de mesures prises par l'Etat, comme c'est le cas dans l'économie dirigée, les lois chercheront à obtenir des statistiques exactes. Mais ici, le bénéfice d'entreprise sera étudié au point de vue scientifique ou au point de vue de la collectivité, sans tenir compte de l'intérêt particulier

(1) Cf. F. Perroux, *Introduction à la théorie de l'évolution économique de Schumpeter*, éd. cit.

de tel ou tel entrepreneur, par conséquent d'un point de vue égoïste.

Ces différences apparaissent plus nettement si l'on examine un autre revenu concret : le salaire. Le salaire peut être étudié au point de vue juridique (différends entre patrons et salariés, saisie-arrêt...) fiscal (impôts sur les traitements et salaires), économique (salaire et profit ou intérêt, hausse des salaires et ses conséquences...), comptable ou individuel (sommes perçues par le salarié, hausse possible, utilisation...).

Le but essentiel de la comptabilité est la détermination des chiffres qui permettent d'orienter, de guider l'entreprise. On a comparé la comptabilité à un gouvernail. Le calcul des résultats, du prix de revient, la tenue des comptes concourent à cette fin unique. C'est en fonction de l'intérêt de l'entreprise que doit être conduite la détermination du bénéfice comptable. « On ne doit jamais perdre de vue que les bénéfices doivent être déterminés en tenant compte de l'avenir, dans la limite des prévisions humaines (1). » Le point de vue comptable est celui de l'entrepreneur qui a la responsabilité de l'affaire et qui doit tenir compte de la valeur réelle des éléments sans toutefois négliger leur puissance productive.

(1) Quesnot, *op. cit.*, p. 425.

CHAPITRE IV

Le bénéfice comptable.

SECTION I. — *Modalités.*

Le bénéfice comptable peut être envisagé de diverses manières suivant que l'on considère successivement :

— le mode de calcul : bénéfice brut et bénéfice net ;

— les modifications qu'il apporte au bilan : accroissement du capital net ;

— l'utilisation : bénéfice distribuable et bénéfice non distribuable.

I. — *Bénéfice brut et bénéfice net.*

L'étude des méthodes de calcul du bénéfice comptable nous a permis de préciser ces deux notions. La différence entre le prix de vente et le prix de revient constitue le bénéfice brut. Le bénéfice net est obtenu en déduisant du bénéfice brut les charges de l'entreprise et en y incorporant les profits divers.

Dans les entreprises à forme unitaire, par analogie

gie avec les sociétés, les commerçants distinguent encore le bénéfice apparent et le bénéfice réel. Le premier est le solde du compte « Pertes et profits ». Le deuxième résulte de la déduction de ce dernier compte des prélèvements personnels, considérés par le commerçant comme un salaire. En réalité, le compte « Prélèvements personnels » ou « Dépenses personnelles », est débité suivant la dimension de l'entreprise ou les besoins du commerçant. Dans les sociétés de personnes la rémunération est, le plus souvent, fixée par les statuts en tenant compte de la participation effective des associés à la gestion de l'entreprise. Mais la fixation de ces prélèvements ou de ces appointements est faite d'une manière très arbitraire, et le fisc s'est toujours refusé à les déduire du bénéfice imposable à la cédule des impôts sur les bénéfices industriels et commerciaux.

II. — *Le bénéfice accroissement du capital net.*

Le bénéfice apparaît, au passif du bilan, à côté du capital net : capital nominal et réserves.

La substance de ce bénéfice se trouve dans l'actif, en général dans les valeurs disponibles ou réalisables.

Si ce bénéfice n'est pas prélevé, il pourra accroître les moyens d'action de la firme. Dans les entreprises à forme unitaire, il sera alors viré au compte « Capital ».

Le rapprochement de deux bilans successifs nous donne : (1)

Actif — Passif = capital net (sans changement):
très rare.

Actif — Passif = capital net + bénéfices.

Actif — Passif = capital net — pertes.

Le bénéfice peut être considéré comme la différence entre l'actif et le passif du bilan, si l'on comprend dans le passif outre les exigibilités, le capital net.

Pratiquement, tout bénéfice correspond à un excédent de l'actif réel sur le passif exigible (compte tenu du capital net), et, par suite, à un accroissement du capital net.

III. — *Bénéfice distribuable et bénéfice non distribuable.*

Si le champ d'action de l'affaire est limité et si elle n'est pas susceptible d'accroissement, la substance du bénéfice apparaît dans les disponibilités : caisse et banque et peut être prélevée. Mais, si ce chiffre correspond à une augmentation des stocks, des créances sur les clients ou de toute autre valeur réalisable, ce prélèvement pourrait provoquer une crise de trésorerie (2). L'extension de l'affaire nécessite parfois l'acquisition de stocks importants. Cer-

(1) Cf. Delaporte, *La lecture du bilan*.

(2) Cf. Jeancard, Wilbois et Crespin, *Les finances de l'entreprise*, première partie : *La gestion des fonds de roulement* (Alcan), chap. III et IV, p. 104 et suiv.

tains crédits consentis à des clients ne laissent pas espérer des rentrées de fonds prochaines. La liquidité du bilan est insuffisante et toute diminution des fonds de roulement pourrait obliger l'entreprise à contracter un emprunt. Dans ce cas, le bénéfice n'est pas distribuable. Pour M. Quesnot, le bénéfice d'exploitation correspond au bénéfice distribuable. Il serait « la portion disponible du produit d'une entreprise qu'un industriel peut consommer sans compromettre ni la valeur minima de réalisation que l'actif doit représenter en fin d'exploitation normale, ni l'exécution des engagements pris et gagés sur les produits futurs de cette exploitation » (1).

Pour sauvegarder la valeur minima que l'actif doit représenter en fin d'exploitation normale, il est souvent nécessaire d'accroître la dimension de l'entreprise afin de pouvoir soutenir la concurrence. De plus, toute gestion prudente suppose la constitution de certaines réserves et ces réserves ne feraient pas partie du bénéfice d'exploitation. Effectivement, dès qu'une somme est virée du compte « Pertes et profits » à un compte de réserve, elle cesse de représenter un bénéfice.

IV. — *Le bénéfice comptable.*

Il serait vain de vouloir faire de la comptabilité une science (2). La comptabilité est une technique

(1) *Op. cit.*, p. 425.

(2) Certains auteurs ont défini la comptabilité « la science des

et le bénéfice comptable le nombre obtenu, par une suite de calculs, en partant des éléments de l'entreprise et en tenant compte de considérations légales, économiques ou fiscales (1).

Inversement, ce chiffre fournit des indications précieuses à certaines sciences : en particulier à l'économie privée et à l'économie politique. Quant à la détermination du bénéfice, elle est le résultat, dans un système d'économie libre, en grande partie des procédés de gestion du chef d'entreprise, et dans un système d'économie dirigée par l'Etat, de règles édictées par la loi.

SECTION II. — *Bénéfice distribué et réserves* (2).

Dans les entreprises à forme individuelle, tout bénéfice qui n'est pas prélevé est porté en accroissement du capital. Dans les sociétés, l'augmentation du capital nécessite des formalités longues et oné-

comptes » : Cf. Léautey et Guilbault, *Traité théorique et pratique de comptabilité*. Librairie comptable et administrative, 5 rue du Coq-Héron. Paris, p. 5 ; Batardon, *Cours pratique de comptabilité*. Dunod, p. 1 ; G. Faure, *Comptabilité générale*. Masson, 1919, p. 16.

(1) « La comptabilité n'est pas une fin, elle est un moyen. Il lui faut un cadre : l'exploitation de l'entreprise ; elle est un organisme de renseignements et de contrôle soumis à un autre organisme : l'exploitation. » (Delaporte, *Le Commerce*, février 1932 ; *Exploitation et patrimoine*, p. 59). La comptabilité n'est qu'un cas particulier du problème général du classement (G. Faure, *Comptabilité générale*, p. 67). « La comptabilité à parties doubles est certainement l'un des outils les plus utiles qu'on ait pu inventer » (Léon Say, cit. par G. Faure, p. 52).

(2) Cf. not. Jeancard, Wilbois et Crespin, *Les finances de l'entreprise*, t. 2, *La gestion du capital investi*, p. 108. Répartition des bénéfices. Dividendes et réserves.

reuses et les administrateurs constituent des réserves. La réserve légale est, d'ailleurs obligatoire. Le compte « Capital » n'indique alors que le montant des sommes investies dans l'affaire lors de ses débuts et des augmentations effectuées à la suite d'une décision de l'assemblée générale des actionnaires ou d'un accord des sociétaires. Pour déterminer le capital réel il faut tenir compte des réserves.

Dans un système d'économie libre, la répartition des bénéfices est fixée généralement par les statuts et approuvée par l'assemblée générale des actionnaires. La constitution de réserves avantage généralement les actionnaires. Les porteurs de parts, au contraire, ont intérêt à obtenir une distribution de bénéfices importante.

L'examen du bilan ne permet pas de juger de l'importance des bénéfices affectés aux réserves. Beaucoup de sociétés constituaient des réserves occultes. De grandes firmes avaient pratiqué, sur leurs immobilisations, des amortissements massifs prélevés sur les bénéfices nets, lors de la répartition : l'immeuble d'un grand magasin situé au centre de Paris, figure à l'actif du bilan pour 1 franc.

Certaines sociétés, pour éviter les variations trop imposantes dans le cours de leurs actions constituent des réserves pour régularisation des dividendes. Ainsi, les exercices où le bénéfice est très faible peuvent donner lieu à des répartitions. D'autres prévoient un intérêt pendant la période de « mise en route » de l'affaire. Les dividendes sont

loin de représenter la totalité des sommes distribuées. Les parts de fondateur, rémunération de l'initiative des promoteurs de l'affaire, ou les parts bénéficiaires ne correspondent à aucun capital et donnent droit à un pourcentage élevé parfois, à l'égard des sommes attribuées aux actions. Des augmentations de capital ont pu accroître le capital actions et, souvent, les fondateurs se réservent une part de bénéfices relativement importante. Si la société procède à l'amortissement du capital, les actions de jouissance reçoivent un dividende.

Les bénéfices distribués, s'ils sont un indice à peu près certain de la prospérité de l'entreprise, ne peuvent mesurer son degré de prospérité, le « profit réel » réalisé. Par suite, la rentabilité de l'affaire — si l'on entend par-là le rapport du bénéfice distribué au capital — est peut-être pour le spéculateur en bourse une indication précieuse. L'entrepreneur poursuit un but lucratif et c'est la rentabilité qui le guide dans ses efforts. Au point de vue économique, le bénéfice distribué aux actionnaires peut être envisagé dans ce sens, mais il ne permet pas de juger de la production réelle et du bénéfice réel de l'entreprise.

CHAPITRE V

Le bénéfice comptable dans un système d'économie dirigée.

Dans un système d'économie libre, l'entrepreneur calcule son prix de vente sur la base du prix de revient en tenant compte de l'étendue du marché et de la concurrence. Les entreprises les plus faibles disparaissent. Par contre, celles qui bénéficient d'une situation favorable peuvent réaliser des bénéfices très élevés. La concurrence peut être éliminée par la formation de trusts ou de consortiums.

Seul, le chef d'industrie, s'il assume tous les risques prend, en contre-partie toutes les initiatives. La production et la consommation tendent à s'ajuster d'elles-mêmes suivant la loi de l'offre et de la demande et les déséquilibres prolongés provoquent des crises.

C'est à l'occasion de ces crises, qui donnent lieu à des désordres graves, que le législateur a été amené tout d'abord à intervenir en matière d'économie. Lors de la dernière crise, cette intervention a pris, aux Etats-Unis d'Amérique particulièrement, une certaine ampleur.

L'économie dirigée actuelle, part d'autres principes et tend vers un autre but. « L'économie de rareté » suppose l'utilisation maximum de l'outillage économique. Par suite les intérêts individuels du chef d'entreprise doivent s'effacer devant ceux de la collectivité.

Cette réglementation suppose, en premier lieu, la suppression du marché libre et la réglementation des prix.

SECTION 1. — *La réglementation des prix.*

Dans un système d'économie libre, la fixation des prix pour un produit donné peut être effectué par un trust ou un consortium qui bénéficie d'une situation de monopole. Dans ce cas, si cet organisme cherche à aboutir le rendement maximum, il doit tenir compte de la possibilité, pour les acheteurs, de substituer à ses produits des produits similaires ou de restreindre fortement leur consommation si le prix est trop élevé.

Lorsque l'Etat fixe les prix il tend à ramener à un taux raisonnable le profit de l'entrepreneur et, par suite, à enrayer la hausse qui ne manquerait pas de se produire si l'offre est beaucoup plus faible que la demande.

La réglementation actuelle avait déjà été amorcée par plusieurs décrets-lois (1^{er} juillet 1937, 12 novembre 1938, 9 septembre 1939) consécutifs à la hausse des prix qui tendait à se produire depuis

1936. Actuellement, la fixation des prix est régie principalement par la loi du 21 octobre 1940. Des arrêtés ministériels ou préfectoraux déterminent les prix des marchandises, produits et services à la production et à la distribution. Les prix des produits et des services non taxés sont basés sur le niveau atteint le 1^{er} septembre 1939.

Des majorations de prix peuvent être autorisées dans des cas de force majeure (hausse des matières premières, de la main-d'œuvre...). Inversement, tout abaissement de la qualité des produits, toute réduction du coût des matières premières entraînerait une diminution de prix. Le prix des produits est fixé en tenant compte de leur composition et du cours des produits similaires.

Le calcul du prix de vente est effectué sur la base du prix de revient moyen. La détermination de ce prix de revient est donc un problème d'une importance capitale. Si le prix de vente est trop faible, la plupart des producteurs et des intermédiaires seront éliminés. S'il est trop élevé, le but de la réglementation ne sera pas atteint.

La fixation des prix donne lieu à des controverses.

Une première formule consiste à établir le prix de vente de manière à permettre à l'entreprise, non seulement de récupérer les frais engagés, mais de réaliser un bénéfice commercial, comprenant à la fois l'intérêt du capital et la récompense de l'entrepreneur. Par suite tous les frais doivent être appliqués au prix de revient du produit vendu et le cal-

cul de ce prix de revient est conduit suivant les mêmes méthodes, qu'il s'agisse du marché libre ou du marché réglementé. L'intervention de l'Etat permet aux entreprises d'obtenir le maximum de bénéfices, même si la hausse des prix entraîne une diminution du pouvoir d'achat et, par suite, de la demande.

M. Commesnil (1) préconise une autre formule moins libérale. Il fait la distinction entre :

— les frais reconnus indispensables : matières premières, main-d'œuvre, frais communs de fabrication ;

— les frais évitables : frais généraux différentiels : amortissements spéciaux, intérêt du capital appartenant à l'entreprise engagé dans la production.

Les frais généraux différentiels ou frais par paliers sont ceux qui prennent naissance lors d'un accroissement de l'exploitation et disparaissent lorsque le degré d'exploitation diminue.

Le prix de vente doit être calculé en tenant compte de ces frais et d'un supplément pour les bénéfices.

La totalité des frais évitables ne sauraient être incorporés dans le prix du marché : beaucoup d'entreprises possèdent des immobilisations improductives.

(1) Cf. *L'organisation*, avril 1942 : la théorie des frais par paliers (G. Commesnil) ; *Le Commerce*, mai 1940 : prix de revient statique et prix de revient marginal (id.) ; *Le Commerce*, janvier 1942 : deux marchés et deux formules de prix de revient (*Id.*).

tives, des capitaux inutiles à la marche de l'affaire. Le prix ne doit pas être fixé par la firme qui produit au coût le plus élevé. Les entreprises qui travaillent dans des conditions défavorables doivent disparaître. Les autres s'efforcent d'abaisser leur prix de revient de manière à réaliser le profit maximum. Mais le bénéfice ne saurait être obtenu en demandant la fixation d'un prix de vente favorablement établi sur la base d'un prix de revient qui englobe tous les frais.

Le but de la réglementation des prix est d'enrayer la hausse qui se produit par cascades d'une industrie à une industrie connexe. La fixation du prix de vente mobile, en tenant compte de la totalité des frais, même des frais inutiles, assurerait la sécurité de toutes les entreprises, mais elle serait impuissante à enrayer la hausse.

D'après M. Commesnil, la fixation des prix sur le marché libre et sur le marché réglementé pourrait être figurée ainsi :

Marché libre.



Marché réglementé.



Dans le marché libre, le bénéfice peut varier en

fonction du prix de revient et en fonction du prix du marché, déterminé par la concurrence.

Dans le marché réglementé, seule une diminution du prix de revient peut provoquer une augmentation du bénéfice, puisque le prix de revient est fixe. L'abaissement du prix de revient peut être réalisé par la réduction des frais fixes ou par celle des frais variables.

Les frais généraux fixes sont ceux qui ne varient pas sensiblement avec l'augmentation de la production : loyer de l'usine, impôt foncier, appointements du personnel de direction, entretien des bâtiments, etc., etc... Ramenés à l'unité de production (coût moyen) ils diminuent si la production augmente. Les frais généraux variables — au sens large du mot — sont constitués par la main-d'œuvre, les matières premières et certains frais de fabrication. On peut les diviser en frais dégressifs et frais progressifs. Les frais proportionnels, comme les matières premières (abstraction faite des rabais obtenus pour les achats par grosses quantités), la force motrice augmentent dans le même rapport que la production. Les frais progressifs s'accroissent moins rapidement et les frais dégressifs plus rapidement. Lorsque la production tend à s'accroître, la plupart des frais seront dégressifs jusqu'au moment où l'entreprise atteint sa dimension optimum. Par la suite, lorsque l'entreprise dépasse ce point, ils deviendront progressifs.

L'analyse de ces quelques éléments nous amène à

constater que le prix de revient dépend, en grande partie, de l'équilibre de ces divers frais et, par suite, de la proportion des divers facteurs qui les engendrent (1). Si les immeubles sont trop vastes (loyer, entretien, impôts...) le capital emprunté trop élevé et trop lourd à rémunérer, les charges fixes pourront être trop fortes par rapport à la productivité de l'affaire. De même, le calcul de la quantité de main-d'œuvre pour un équipement industriel donné et inversement, devient très important et très délicat. Les frais occasionnés par l'outillage (amortissements des machines) sont en général dégressifs bien que les progrès de la technique obligent souvent l'industriel à remplacer diverses machines avant que celles-ci ne soient complètement amorties (amortissement par désuétude). L'amortissement sera alors fonction du temps pendant lequel la machine est en usage et non de l'usure résultant du travail. Par contre, les salaires sont souvent progressifs : la difficulté de surveillance s'accroît avec l'augmentation du personnel et l'embauche amène des ouvriers de moins en moins adroits et consciencieux. Le problème de l'agencement des facteurs de la production pour une usine donnée et dans une même usine pour une fabrication donnée est essentiel. La préparation du travail réalisée convenablement conduit à un abaissement du prix de revient.

Si les prix sont « stoppés », le prix d'achat des ma-

(1) Cf. Pauwels, *Le Commerce*, mai 1935. *Productivité économique de l'entreprise*, p. 215.

tières premières ne peut guère varier. Mais leur prix de revient, par contre pourra diminuer (transports, règlement au comptant ou à terme...). La variation est d'ailleurs, en pareil cas peu sensible.

Les procédés de fabrication ne sont pas immuables et telle matière première peut être remplacée par une autre d'un coût moins élevé, sans que la qualité des produits en soit modifiée sensiblement. Le perfectionnement de l'outillage, des procédés techniques de fabrication, la présentation des produits (conditionnement) créent une rente différentielle pour l'entrepreneur favorisé.

Bien que la loi fixe le taux des salaires, l'ouvrier peut augmenter son rendement sans qu'il en résulte pour lui une fatigue sensiblement plus grande (salaires à prime, cours de perfectionnement, création de l'esprit d'équipe, attachement à l'employeur...). De même, de la lutte contre le gaspillage, contre le désordre il peut résulter un abaissement des frais de fabrication. Si le marché est réglementé, l'abaissement, la compression des prix de revient permet seule d'accroître le bénéfice de l'entreprise. Cette réduction est donc toujours possible.

Mais l'augmentation de la production suppose l'écoulement des produits. A prix égal, le consommateur attribue une valeur plus grande à une marque donnée. La concurrence intervient donc, mais la publicité prend un aspect différent : si les prix sont fixés, l'argument « prix » est abandonné et remplacé par l'argument « qualité ».

Mais ceci suppose que les biens peuvent être produits en abondance. « L'économie de rareté », au contraire, diminue la concurrence entre les vendeurs et augmente celle entre les acheteurs. Le vendeur sera tenté de frauder, soit qu'il majore les prix, ou qu'il tente de retirer de la vente un supplément qui peut consister en un avantage quelconque. Le producteur cherche à accroître son rendement, souvent aux dépens de la qualité, en ayant soin, toutefois, de créer d'autres marques s'il espère que la situation n'est que provisoire.

En pareil cas, l'Etat effectue, sur les bénéfices, de lourds prélèvements. La loi du 31 janvier 1941 institue un prélèvement temporaire sur les bénéfices de toutes les entreprises si ces bénéfices sont taxés à la cédule de l'impôt sur les B. I. C. et de celles admises au bénéfice du régime artisanal.

La détermination de la base de ce prélèvement résulte de la comparaison :

1^o du bénéfice réalisé par l'entreprise au cours de l'exercice considéré ;

2^o de la moyenne des bénéfices des exercices clos en 1937 et en 1938 ou de l'intérêt à 6 % l'an des capitaux engagés, augmenté, dans certains cas, de la rémunération du chef d'entreprise. Cette mesure a pour but essentiel de ralentir la hausse, ou de prélever, au profit de l'Etat, la majeure partie du gain qui pourrait en résulter. De plus, les chefs d'entreprise ont intérêt à pratiquer les amortissements nécessaires à constituer des provisions suffisantes.

Ainsi, seraient sauvegardés les moyens d'action de l'entreprise et, dans le cadre de l'Etat, l'équipement industriel (1).

SECTION II. — *La rationalisation des comptabilités.*

Dans l'économie dirigée, le calcul du prix de vente sur la base du prix de revient suppose des données exactes que seul l'examen de la comptabilité peut fournir. Dans l'économie libre, il n'y a pas un système de comptabilité unique mais chaque maison utilise des procédés, un plan comptable qui lui sont propres. Si les principes généraux restent les mêmes, les modalités d'application varient à l'infini. Les comptes prennent les noms les plus divers : le bénéfice brut, par exemple, apparaît tantôt dans un compte « Exploitation », tantôt dans « Ventes », tantôt dans « Bénéfices sur ventes »... L'imputation des frais pour la détermination du prix de revient dans les entreprises industrielles peut être effectuée d'une manière différente pour des entreprises absolument identiques. Si la fabrication donne simultanément plusieurs produits différents, la répartition de certains frais pose un problème difficile à résoudre.

La détermination du bénéfice est liée à l'évaluation des éléments de l'actif : marchandises, immeubles, titres en portefeuille... Ces évaluations, nous

(1) Dans le même sens, des lois récentes limitent, provisoirement les dividendes distribués dans les sociétés par actions.

l'avons vu peuvent donner des chiffres très différents. Il n'est possible de comparer que des résultats obtenus à partir de méthodes semblables. Le rapprochement des bénéfices ainsi obtenus ou des prix de revient calculés avec une approximation très différente ne sauraient fournir des indications précises.

Dans un système d'économie dirigée, l'Etat doit connaître le potentiel de la production pour favoriser une branche déficitaire aux dépens d'une autre, pour effectuer rationnellement la répartition des matières premières, pour obtenir le rendement maximum.

La réglementation des méthodes comptables est apparue d'abord en Allemagne et a donné lieu à la réforme de 1937. En France, un projet est actuellement à l'étude. Cette réglementation suppose l'uniformisation :

1^o du plan comptable. Les comptes et les sous-comptes sont choisis obligatoirement dans une liste déterminée.

2^o des règles d'évaluation pour les divers éléments de l'actif : immobilisations, stocks, titres en portefeuille, matériel. Par suite, l'amortissement comptable, considéré comme une dépréciation serait calculé suivant des normes imposées.

De même, pour conserver le potentiel de production de l'entreprise, les fonds de renouvellement (provisions) deviendraient obligatoires.

3^o des procédés permettant la détermination du bénéfice brut et du bénéfice net ;

4^o de la présentation des bilans ;

5^o du calcul des prix de revient. Les frais qui doivent entrer dans ce prix de revient sont déterminés et imputés suivant des règles fixes.

Appliquée rigoureusement, cette réglementation devrait donner à l'Etat des bases précises pour sa politique économique. Nous assistons alors à une évolution du rôle de la comptabilité. A l'origine, la fonction qui lui était assignée consistait essentiellement à guider, à orienter le chef d'entreprise. Si elle n'en continue pas moins à donner à celui-ci des indications précieuses, elle peut permettre à l'Etat de contrôler l'économie en lui fournissant des chiffres qui seront à la base de statistiques utilisables. Le secret des affaires peut être sauvegardé si le contrôle des comptabilités est confié à des agents de l'Etat responsables (1).

La détermination de ces règles met en présence, sur certains points, deux intérêts antagonistes : celui de l'Etat et celui des individus (détermination des prix de revient, des prévisions, des bénéfices...). L'application du plan comptable demanderait un sacrifice de la personnalité et des routines établies et rencontrerait fatalement, dès les débuts, bien des oppositions à réduire.

(1) Sur la fonction économique de l'entrepreneur. Cf. Pauwels, *Théorie économique du bilan. Le Commerce*, avril 1935.

CHAPITRE VI

Bénéfice comptable et profit.

Au terme de notre étude, nous pouvons essayer de répondre à la question posée dans l'introduction : le bénéfice comptable représente-t-il la somme concrète du revenu de l'entreprise, du profit réalisé.

Le bénéfice brut (prix de vente moins prix de revient) ne peut fournir aucune indication à ce sujet. La forme utilisée par les économistes pour traduire le revenu de l'entreprise : différence entre le coût de production et le prix du marché, supposerait le calcul du coût de production intégral, compte tenu de toutes les charges de l'entreprise. Le calcul, difficilement réalisable s'il s'agit d'une entreprise qui fabrique un seul produit, est conduit fatalement d'une manière plus ou moins arbitraire dès qu'il est nécessaire d'imputer les frais généraux communs à diverses fabrications.

Le bénéfice prélevé sous forme de dividendes, de tantièmes, d'intérêts fixes alloués aux actions est déterminé librement par le chef d'entreprise et par les sociétaires, en période normale tout au moins. Même si le bénéfice n'est pas fictif, la gestion de

l'entreprise effectuée d'une manière plus ou moins prudente et par suite la constitution des provisions et des réserves amène, d'une entreprise à l'autre, et pour une même entreprise d'une année à l'autre, des différences sensibles dans les profits répartis, pour un bénéfice comptable sensiblement égal. La « rentabilité » n'a de sens que pour le spéculateur.

Les statistiques portant sur les bénéfices soumis à l'impôt pourraient fournir des indications très précieuses sur les profits réalisés. Par suite de la déduction des pertes des années antérieures, le bénéfice imposable et le gain réel ne correspondent nullement. Il faudrait supposer que le profit réalisé par les entreprises est égal aux bénéfices de l'exercice clos diminué des déficits enregistrés au cours des années précédentes. Si l'étude portait sur une période assez longue, la théorie serait peut-être admissible, mais pourquoi tenir compte seulement des pertes de certaines entreprises et non de la totalité des pertes ? D'autre part, le régime du forfait appliqué aux petits commerçants ne permettrait pas d'obtenir un chiffre exact. L'assiette de l'impôt est établie d'une manière inégale (déduction des appointements des associés gérants d'une société à responsabilité limitée). La courbe représentant le rendement de l'impôt, indépendamment de l'élément fraude fiscale, ne fournit qu'une indication d'ensemble sur les bénéfices réalisés.

Il reste le bénéfice net comptable qui paraît être la traduction matérielle du revenu de l'entreprise.

Encore devons-nous distinguer le calcul du bénéfice effectué dans un système d'économie libre et le même calcul dans un système d'économie dirigée.

Dans un système d'économie libre la détermination du bénéfice net est conduite librement par l'entrepreneur. Celui-ci peut avoir intérêt à faire apparaître un chiffre plus ou moins élevé pour des motifs variables : désir de céder sa maison, recherche d'un associé, emprunt à contracter... Des administrateurs de société essayent de vendre des actions à un cours élevé pour les racheter plus tard lors de la baisse. En présence de porteurs de parts, les actionnaires ont intérêt à distribuer un bénéfice réduit. Parfois il semble nécessaire de dissimuler le chiffre du bénéfice réel pour empêcher la création d'affaires semblables et essayer de conserver une véritable situation de monopole.

Par suite, le chiffre du bénéfice net n'a de valeur que pour le chef d'entreprise et il ne saurait fournir d'indications précises pour examiner, par exemple, dans un pays le degré de prospérité d'une branche donnée de l'industrie. Il en serait de même de l'examen des résultats de l'ensemble des industries d'une nation : deux séries d'affaires pouvant avoir des intérêts analogues, aucune compensation ne pourrait se produire entre les divers chiffres de bénéfices publiés.

Le taux des profits, si l'on désigne ainsi le rapport du revenu au capital, ne peut être déterminé par l'examen des bilans. Le capital, expression comp-

table, est très différent du capital réel. Pour obtenir ce dernier chiffre, il faut tenir compte des réserves et un certain nombre d'entre elles sont occultes. Une étude financière serait nécessaire pour chaque entreprise.

CONCLUSION

Dans un système d'économie dirigée, l'Etat doit posséder des statistiques qui lui permettront d'établir ses prévisions et de réglementer avec certitude. Par suite, la normalisation des comptabilités s'impose. Les bénéfices calculés suivant des méthodes identiques pour toutes les entreprises peuvent être comparés. Ce qui importe, cependant, pour l'Etat, c'est le rendement effectif de l'entreprise par rapport au capital dont elle dispose, sa *productivité* : $\frac{\text{résultat}}{\text{effort}}$ ou $\frac{\text{produits}}{\text{charges}}$ ou $\frac{\text{quantités produites}}{\text{capital total}}$ ou $\frac{\text{chiffre d'affaires}}{\text{capital total}}$. La rentabilité passe au second plan. L'entrepreneur est considéré comme exerçant une fonction sociale (1). On lui laisse une rémunération et on encourage ses efforts en lui permettant, dans une certaine mesure, d'augmenter son profit. Mais cet accroissement est dû à une amélioration des conditions de la production dont la collectivité bénéficie plus largement encore. Si le bénéfice est

(1) Cf. Pauwels, Productivité économique de l'entreprise. *Le Commerce*, mai 1935 et Le résultat de l'entreprise. *Id.*, juin 1935.

limité, l'entrepreneur ne cherchera pas à augmenter son gain : le surplus est prélevé par l'Etat. Il visera seulement la réalisation du profit minime qui lui est laissé. Mais la limitation des bénéfices est caractéristique de « l'économie de rareté » et prévue seulement pour la durée de la guerre.

Le bénéfice comptable, s'il est déterminé correctement, peut concrétiser par un chiffre le revenu de l'entreprise. Le bénéfice brut, le bénéfice net, le chiffre d'affaires permettent de comparer les entreprises et l'examen de leurs variations intéresse non seulement les hommes d'affaires, mais encore les économistes. Mais, dans un système d'économie libre la comptabilité est une technique dont les détails d'application varient avec les firmes. Les résultats ne sauraient être utilisés sans quelques réserves. Par contre l'économie dirigée suppose « la codification » des comptabilités et les chiffres peuvent être une source de renseignements précieux si on leur fait subir quelques rectifications en tenant compte de la fraude.

Même dans un système d'économie libre, la normalisation des comptabilités nous semble nécessaire (1). Les recherches effectuées dans les livres

(1) Gabriel Faure a étudié seulement l'unification des bilans et cette réforme lui paraît irréalisable : « Il ne paraît pas qu'une formule unique de bilan applicable aux hypothèses infiniment variées de la pratique puisse jamais être établie » (*Op. cit.*, p. 264). Mais il était déjà partisan de l'adoption de certaines règles communes visant le mode de calcul du bénéfice. « Tout en reconnaissant qu'il n'y a pas lieu de statuer par voie de disposition législative sur la forme des bilans, on peut admettre la nécessité d'imposer

des commerçants dans un but fiscal ou judiciaire seraient grandement facilitées et les fraudes moins fréquentes. Nous avons pu constater au cours des années qui ont précédé la guerre une tendance progressive à la réglementation des comptabilités. La liberté totale de l'économie est-elle réalisable pratiquement et est-elle souhaitable ? La réglementation des comptabilités semble s'imposer, malgré les résistances qu'elle rencontrera. Ce sacrifice individuel nous paraît infime à l'égard des avantages que peut en retirer la collectivité.

certaines règles communes en ce qui concerne le fond. Ces règles viseraient l'estimation au prix coûtant des éléments d'actif avec décote spéciale si leur valeur au jour de l'inventaire est visiblement devenue inférieure à ce prix. Elles prescriraient l'amortissement régulier des biens sujets à déperir, et des dépenses exceptionnelles telles que les frais de constitution. Posé de cette manière, le problème de la réglementation des bilans cesse d'être insoluble » (*Id.*, p. 265).

Vu : le Président de thèse,
FRANÇOIS PERROUX

Vu : le Doyen,
G. RIPERT.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
G. GIDEL.

BIBLIOGRAPHIE

I. — ECONOMIE POLITIQUE.

BÖHM BAWERK. — Histoire critique des théories de l'intérêt et du capital.

CLARK (J. B.). — Principes d'économie politique.

LEROY-BEAULIEU. — Traité théorique et pratique d'économie politique.

MALTHUS. — Principes d'économie politique.

MARX (Karl). — Le capital.

MILL (J. S.). — Principes d'économie politique.

PERRON (François). — Le problème du profit.

— Introduction à la théorie de l'évolution économique de
J. SCHUMPETER.

— Cours d'économie politique.

PIERSON. — Traité d'économie politique.

PROUDHON. — Système de contradictions économiques.

RICARDO. — Principes d'économie politique.

REBOUD. — Précis d'économie politique.

SAY (J. B.). — Traité d'économie politique.

SMITH (Adam). — Recherches sur la nature et les causes de la
richesse des nations.

TERRIER. — Mélanges (Milhaud).

VALOIS. — L'économie nouvelle.

WALRAS. — Eléments d'économie pure.

II. — TECHNIQUE COMPTABLE.

Organisation et administration des entreprises.

BATARDON. — L'inventaire et le bilan.

— Les sociétés commerciales.

CHARPENTIER et HAMELIN. — Traité pratique des bilans et des inventaires.

CHAVENEAU. — Les bilans.

CAUJOLLE. — Le droit pénal des affaires.

DELAPORTE. — La lecture du bilan.

— Le prix de revient.

FAURE (G.). — Comptabilité générale.

JEANCARD, WILBOIS et CRESPIN. — Les finances de l'entreprise.

JEANNIN. — La vie financière des sociétés.

LAMBERT. — Comptabilité et organisation administrative dans l'industrie.

QUESNOT — Administration financière, méthodes comptables et bilans.

REISER. — L'organisation et la technique des vérifications comptables.

ROUSSELET et PATIN. — Délits et sanctions dans les sociétés par actions.

III. — REVUES.

Affaires étrangères.

Revue économique internationale.

Revue d'économie politique.

Le Commerce, 54, rue de Clichy, Paris.

L'organisation (d°).

